



Jules LEMAIRE

REFORM UK DANS L'ÈRE POST-BREXIT : POPULISME, GUERRES CULTURELLES ET NOUVELLE DROITE

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

fondapol.org

Mai 2026

FONDATION_{POUR}
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

**REFORM UK
DANS L'ÈRE POST-BREXIT :
POPULISME,
GUERRES CULTURELLES
ET NOUVELLE DROITE**

Jules LEMAIRE

**FONDATION^{POUR}
L'INNOVATION
POLITIQUE**
fondapol.org

La Fondapol est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDAPOL

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondapol s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

La Fondapol est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

POINTS CLÉS.....	7
INTRODUCTION.....	11
I. GENÈSE D'UN PARTI, PARTICULARITÉS ET DÉDIABOLISATION.....	12
II. LE « FACTEUR FARAGE » : DU RÔLE INCONTOURNABLE DE M. BREXIT.....	22
III. L'AVÈNEMENT D'UN MOMENTUM ? UNE ANALYSE DES DYNAMIQUES POLITICO-INSTITUTIONNELLES.....	25
IV. LE ROYAUME-UNI, THÉÂTRE DE VIOLENTES GUERRES CULTURELLES.....	30

POINTS CLÉS

Contexte et enjeu central

Reform UK, dirigé par Nigel Farage, s'impose comme une force structurante de la droite britannique, menaçant l'hégémonie historique du bipartisme Labour/Tory¹. Avec 35 % d'intentions de vote en septembre 2025, le parti incarne une recomposition profonde du paysage politique, portée par les fractures identitaires et migratoires post-Brexit.

Trajectoire historique

- Noms : UKIP (1993) → Parti du Brexit (2018) → Reform UK (2021) ;
- Stratégie fondatrice : mobiliser l'impopularité de l'immigration en faveur du Brexit ;
- Tournant 2024 : Retour de Farage, 14,3 % aux élections générales, 5 députés.

Profil électoral

Caractéristique	Observation
Genre	Rééquilibrage homme/femme en cours ;
Âge	Distribution moins polarisée que parmi les Labour ou Tories ;
Économie	Surreprésentation des « travailleurs pauvres » ;
Éducation	80 % sans diplôme universitaire ;
Géographie	Diffus (petites villes, banlieues, côtes, percée galloise) ;
État d'esprit	Faible satisfaction, méfiance, sentiment d'être « étranger chez soi ».

Base potentielle : 42 % des Britanniques pourraient envisager un vote Reform.

Positionnement idéologique

Reform UK se distingue des Tories par une combinaison atypique :

- Populisme identitaire : Opposition peuple/élites, nostalgie postcoloniale ;
- Économie : Favorable aux nationalisations, critique des inégalités (plus à gauche que les conservateurs sur ces sujets) ;

1. Sur la scène politique britannique, les Tories désignent les membres du parti conservateur et le Labour désigne le parti travailliste.

- Culture : Post-conservatisme sur les mœurs, anti-wokisme, restriction migratoire comme priorité absolue ;
- International : Distance avec la ligne pro-Ukraine des Tories.

Facteurs de succès

1. Professionnalisation et dédramatisation

- Recrutement de figures issues de la finance (Zia Yusuf, ex-Goldman Sachs) ;
- Levée de fonds record (1 million £ en une soirée) ;
- Écosystème de think tanks émergents.

2. Le « facteur Farage »

- Communicant hors pair, maîtrise des réseaux sociaux (plus d'1 millions d'abonnés sur TikTok) ;
- Farage cultive l'image de proximité authentique (« Trump avec une pinte ») ;
- Stratégie inspirée de Meloni : modération rhétorique pour quête de respectabilité.

3. Effondrement des adversaires

- Tories : 15 ans au pouvoir, échec migratoire (immigration nette : x 2.5), instabilité post-Boris Johnson ;
- Labour : impopularité rapide de Starmer, perçu comme de l'« establishment » ;
- Résultat : Reform capte 67 % des électeurs Tories de 2019 prêts à changer de vote.

Contexte sociétal : les « guerres culturelles »

Le Brexit a révélé une fracture structurelle :

Les « Somewhere » (enracinés)	Les « Anywhere » (cosmopolites)
Vote « Leave » majoritaire	Vote « Remain » majoritaire
Nord, Midlands, zones désindustrialisées	Métropoles, diplômés
60 % des moins diplômés	75 % des plus diplômés

Carburants actuels :

- Immigration nette record (multiplication par 2,5 depuis 2010) ;
- Scandales des « grooming gangs » et perception d'impunité ;

- Émeutes de 2024 et 2025 (Southport, Birmingham) ;
- Crise sociale : 14 millions sous le seuil de pauvreté, NHS saturé, crise du logement.

Défis et limites

- Structure légère : seulement 3 employés à temps plein pour élaborer les politiques ;
- Scrutin uninominal majoritaire à un tour qui pénalise la dispersion territoriale des voix ; 14,3 % des voix → 5 sièges (contre 9 pour le SNP avec 2,5 %) ;
- Cohérence idéologique : base électorale de plus en plus disparate ;
- Concurrence à droite : mouvement Restore Britain (Rupert Lowe) sur un créneau plus radical.

Scénarios prospectifs

Échéance clé : élections générales au plus tard en 2029

Scénarios	Conditions
- Victoire Reform	Maintien de la dynamique, effondrement durable Tory/Labour
- Absorption par les Tories	Réalignement conservateur sur la ligne Reform
- Essoufflement	Incapacité à professionnaliser, percée Verts/gauche Labour

Point de vigilance

Le succès de Reform UK illustre un « mouvement dextrogyre » : la droite radicale impose l'agenda idéologique, forçant conservateurs et travaillistes à s'adapter. La question centrale pour Starmer : peut-on combattre le populisme sans l'imiter, ou, le mimétisme profite-t-il toujours à l'original ?



Photo Credit: Masair Hilton

Manifestation baptisée "Unit the Kingdom" [Unir le Royaume], organisée par le militant d'extrême droite Tommy Robinson, à Londres le 13 septembre 2025.

La police a compté entre 110 000 et 150 000 personnes.

Au sommet de la statue *South Bank Lion* se dresse un militant arborant le drapeau d'Angleterre avec la croix de Saint-Georges. On peut voir Big Ben à l'arrière-plan.

REFORM UK DANS L'ÈRE POST-BREXIT : POPULISME, GUERRES CULTURELLES ET NOUVELLE DROITE

Jules LEMAIRE

Étudiant en master de politique européenne à Sciences Po et à la LSE.

INTRODUCTION

À l'automne 2025, plusieurs mobilisations de grande ampleur ont mis en lumière la radicalisation progressive d'une partie de l'opinion publique britannique autour des enjeux migratoires, identitaires et culturels. Le rassemblement organisé à Birmingham à l'appel de Tommy Robinson, dans le contexte de l'assassinat du militant conservateur Charlie Kirk aux États-Unis, ainsi que les manifestations liées à l'opération #RaiseTheColours, ont constitué des moments particulièrement révélateurs de ce climat politique. La centralité du drapeau de Saint-Georges dans ces mobilisations, au-delà du seul Union Jack, témoigne d'une affirmation renouvelée de référents nationalistes spécifiquement anglais. Hasard du calendrier, Birmingham accueillait, le week-end précédent, la rentrée politique de Reform UK. Longtemps perçu comme un acteur périphérique, voire comme un simple prolongement des mobilisations eurosceptiques des années 2010, le parti dirigé par Nigel Farage apparaît désormais comme un pôle structurant de la droite britannique. Le slogan choisi à cette occasion, « *The Next Step* », suggérait explicitement l'hypothèse jusque-là marginale d'un accès au pouvoir, et la possibilité pour son leader de prétendre, à terme, au 10 Downing Street.

L'hégémonie des Tories sur la droite britannique était encore jugée indéboulonnable il y a quinze ans. En effet, le modèle « deux classes, deux partis », dit « modèle rokkanien¹ » fondé sur l'institutionnalisation du clivage socio-économique et longtemps considéré comme la source et l'origine du système partisan britannique, a été perçu comme durablement établi, au point de ne laisser deviner aucune remise en cause significative. Ce cadre a structuré pendant des décennies l'alternance entre conservateurs et travaillistes, assurant une forte prévisibilité des comportements électoraux². Or, ce cadre explicatif apparaît aujourd'hui de plus en plus fragilisé, sous l'effet conjugué de la désindustrialisation, de l'eupérisation puis du Brexit, et de la montée en puissance des enjeux culturels, ouvrant la voie à une recomposition profonde de la droite britannique, dans un contexte plus général d'effondrement de la droite libérale en Occident. Dans ce contexte, l'ascension de Reform UK invite à interroger la capacité des partis traditionnels à maintenir leur hégémonie, ainsi que les formes contemporaines de politisation du mécontentement social et identitaire. Le parti de Farage semble progressivement s'imposer comme le principal réceptacle d'un rejet accumulé au cours d'une quinzaine d'années difficiles pour les conservateurs, dans un Royaume-Uni traversé par des « guerres culturelles » de plus en plus polarisantes et éloigné de la promesse de Boris Johnson de « reprendre le contrôle ». Plus largement, cette trajectoire s'inscrit dans un mouvement occidental d'affaiblissement de la droite libérale au profit de formations populistes, protestataires et souverainistes.

I. GENÈSE D'UN PARTI, PARTICULARITÉS ET DÉDIABOLISATION

Avant toute chose, il faut revenir sur l'histoire de Reform UK en tant que parti politique. Le 6 janvier 2026, le Parti du Brexit, issu d'une scission au sein du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) en 2018, est renommé, donnant ainsi naissance à Reform UK. Le Parti du Brexit, arrivé en tête lors des élections européennes en 2019, a été conçu en vue d'assurer le retrait effectif du Royaume-Uni de l'Union européenne et pour protester contre un UKIP dont la ligne serait devenue trop centrée sur l'islam et les questions sociétales, et plus suffisamment sur la souveraineté.

1. Le « modèle rokkanien » désigne une approche développée par le politiste Stein Rokkan, selon laquelle les systèmes partisans européens se sont durablement structurés autour de grands clivages sociaux et économiques (notamment entre classes sociales, centre et périphérie, État et Église), donnant naissance à des configurations partisans relativement stables. Voir Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan, *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, New York, Free Press, 1967.

2. David Hanley, *Où en est la droite ? La Grande-Bretagne*, Fondapol, avril 2010, [en ligne].

Fondé en 1993, la raison d'être de UKIP résidait dans une opposition pure et simple au traité de Maastricht. Presque mort-né puisqu'éclipsé par le Parti du référendum (*Referendum Party*) de James Goldsmith (qui a eu huit fois plus de votes aux élections générales de 1997), UKIP aurait dû être absorbé, mais Goldsmith a annoncé se retirer de la vie politique au sortir du scrutin, et est décédé dix jours après. UKIP a donc repris le flambeau comme nouveau « parti à enjeu unique ». Deux ans plus tard, lors des européennes de 1999, le parti connaît sa première percée en remportant trois sièges, faisant émerger par là-même le jeune Nigel Farage qui a alors 35 ans et qui siègera à Strasbourg pendant deux décennies. Ce dernier prit la tête de UKIP en 2006, mais ne parvint à crédibiliser son parti par-delà le scrutin européen qu'en 2013, où il fait élire 147 de ses candidats (auparavant, les résultats sont faibles aux élections générales et locales). Outre la personnalité de son chef de file sur laquelle nous reviendrons, ce qui a accentué la popularité de UKIP après 2010, c'est d'avoir lié la sortie de l'UE à la question migratoire, et de surcroît aux travailleurs immigrés, ce qui a rendu l'enjeu tangible et problématique³. Je rajouterai à cela la décision de Farage (contre l'avis initial des autres fondateurs) de siéger au Parlement européen, convaincu qu'il pourrait causer davantage de dégâts en tant que cheval de Troie qu'en refusant d'y aller pour le pur symbole (à l'instar du Sinn Féin irlandais vis-à-vis de Westminster). L'histoire lui donna raison.

Le retour de Nigel Farage au sein de Reform UK en juin 2024 symbolise l'héritage de ces trois décennies de combat pour le Brexit. C'est sans doute pourquoi sa base électorale correspond peu ou prou aux électeurs qui ont voté « *Leave* » (voir Figure 1) – jusqu'ici acquis aux Tories – même si ses sympathisants actuels sont difficilement résumables à un bloc monolithique (seulement un tiers aurait voté conservateur en second choix, voir Figure 2). Plus la base s'élargit, moins elle est cohérente idéologiquement⁴.

Le portrait du « profil type » de l'électeur Reform est en effet difficile à brosser. S'il était majoritairement masculin (environ 60 %) aux dernières élections générales, le ratio homme/femme tend à s'équilibrer dans les intentions de vote. Il est désormais comparable à celui des autres grands partis. Notons que les femmes pro-Reform ont une préoccupation particulièrement prononcée pour la sécurité. L'électorat se concentre certes sur les tranches d'âge les plus avancées, mais la distribution est plus équilibrée que celle du Labour (très populaire chez les jeunes, très impopulaire chez les « boomers ») et que celle des Tories (inversement).

3. Robert Ford et Matthew Goodwin, *Revolt on the Right: Explaining Support for the Radical Right in Britain*, Londres, Routledge, 2014.

4. Louis O'Geran, Sophie Stowers, Luke Tryl et Anand Menon, *From Protest to Power? Inside Reform UK's Changing Support Base*, *More in Common / UK in a Changing Europe*, septembre 2025, [en ligne].

Ce n'est donc en aucun cas uniquement un parti de seniors : sa base électorale est moins polarisée en termes de générations que ne le sont celles de ses rivaux. Comparés à la moyenne britannique, les soutiens du parti de Farage sont davantage fragiles économiquement et correspondent peu ou prou aux personnes concernées par le phénomène de « pauvreté laborieuse », travaillant mais peinant à se garantir un niveau de vie décent. Le facteur religieux est lui peu déterminant, avec une base majoritairement non-pratiquante ou d'héritage vaguement anglican, les minorités religieuses non-chrétiennes restant très largement éloignées du parti à la flèche. Deux variables sont vraiment centrales : d'une part, une faible satisfaction eu égard à la vie (subjectivement moins heureux, plus souvent en colère et méfiants, se sentant moins respectés, connectés à la société, voire « étrangers dans leur propre pays ») et, d'autre part, le niveau d'études (le plus fort taux d'absence de diplôme universitaire avec plus de quatre soutiens sur cinq qui sont non-diplômés du supérieur, et à l'inverse, le plus susceptibles de détenir une qualification technique/professionnelle). Quant au facteur géographique, il est pluriel. Certes, la plupart des pro-Reform vivent dans de petites villes ou des banlieues plutôt que dans des métropoles, mais il ne faut pas tomber pour autant dans le piège de croire cet électorat cantonné aux zones désindustrialisées où il semble prospérer. Il est bien plus diffus que cela. Le vote de 2024 était déjà très uniformément réparti sur le territoire anglais (bien sûr dans les Midlands et au nord, mais aussi sur les côtes), et a surtout connu une percée galloise peu anticipée par les sondeurs jusqu'ici. Si la situation en Écosse est un peu plus contrastée, l'Irlande du Nord constitue un cas à part puisque des accords ont été passés entre Reform et des partis locaux (le Traditional Unionist Voice). En bref, ce qui se dessine, c'est un ressentiment partagé qui fait office de ciment pour un électorat de plus en plus disparate.

Le parti a connu treize dirigeants, mais seul Farage compte, et sa trajectoire est indissociable de celle de ses véhicules électoraux. Comme le résumait Dominic Cummings, conseiller principal de Boris Johnson : « Reform UK n'est pas grand-chose de plus que Nigel et un iPhone ». Pour l'heure, force est de constater que la réalité n'est pas si éloignée de cela.

Figure 1 : Corrélation entre le vote « Leave » en 2016 et le vote Reform en 2024 ⁵.

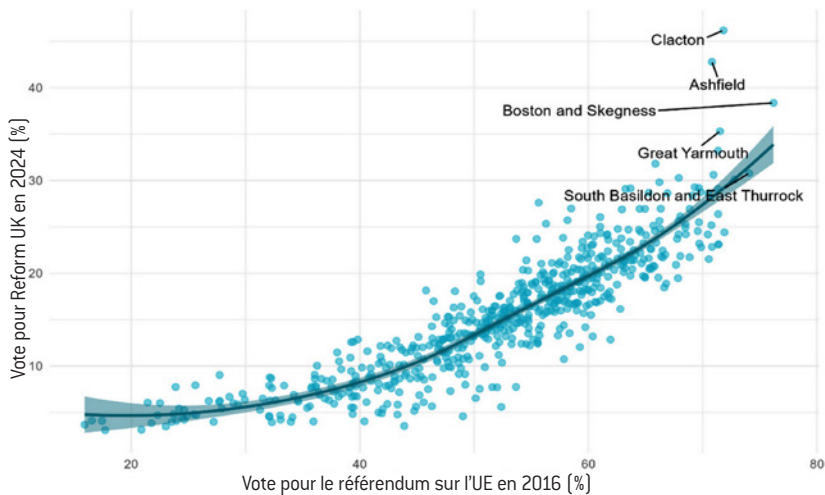
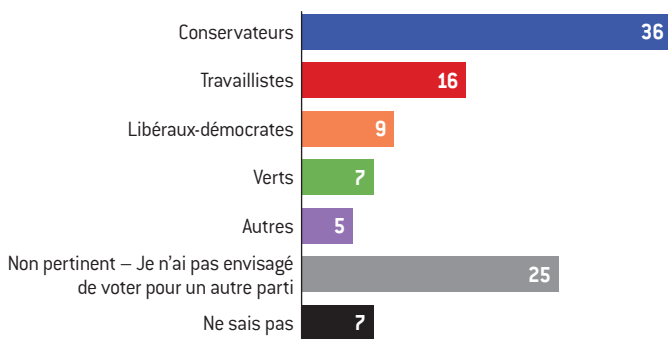


Figure 2 : Second choix des électeurs Reform UK au scrutin de 2024 (More in Common, 2024).

Question : Vous avez déclaré avoir voté pour Reform UK hier. Y a-t-il un autre parti pour lequel vous auriez pu voter, si vous n'aviez pas voté Reform ? Sélectionnez celui qui correspondrait.



Source : More in Common, Fieldwork, 5 juillet

5. Oliver Heath, Christopher Prosser, Humphrey Southall et Paula Aucott, "The 2024 General Election and the Rise of Reform UK", *The Political Quarterly*, vol. 95, 2024 [en ligne].

Quant à ce qui constitue l'identité politique de Reform UK, le travail définitionnel est moins évident. Le trait distinctif le plus prégnant du parti est sans doute sa dimension populiste, prise dans le sens qu'en donne Cas Mudde, politologue spécialiste des populismes de droite, c'est-à-dire comme une opposition faite entre le « peuple », considéré comme une entité en soi, et les élites⁶. Un proche de l'actuel Premier ministre Keir Starmer agréait anonymement cette opposition en mai dernier dans les colonnes du *New Statesman*, affirmant que l'élan de Reform UK résultait de « la longue incapacité de SW1 [code postal du quartier de Westminster, véritable cœur politique du pays] à comprendre les vies ordinaires »⁷. L'architecte de ce positionnement qu'est Nigel Farage le fait consciemment, ayant flairé dans le climat antipolitique post-crise financière de 2008 un carburant électoral efficace. De manière révélatrice, il affirme le soir de la victoire du « Leave » en 2016 que « cela sera une victoire du vrai peuple, [...] du peuple ordinaire [...] du peuple décent ». Plus récemment, il a réagi à la victoire de Donald Trump outre-Atlantique en déclarant : « le populisme était le gagnant des récentes élections en Amérique, qui peut arguer qu'il ne pourrait en être de même au Royaume-Uni ? ». Il reprend ainsi à son compte ce qu'on lui lançait jusqu'ici en anathème.

Une des caractéristiques de ce populisme est qu'il est identitaire, « plus nostalgique que réactionnaire »⁸. Parmi les ressorts du discours nostalgique de Farage, l'imaginaire de l'Empire joue un rôle important. Avec ce « *nouvel Empire au sein du Royaume-Uni* »⁹ que constitue le souvenir toujours vivace de la domination mondiale britannique et de son territoire colonial sur lequel le soleil ne se couchait jamais, l'appel aux émotions demeure actuellement un puissant élément du narratif mobilisé. Le déclassement toujours plus fort crée une « *mélancolie postcoloniale*¹⁰ » rendant tout deuil de l'impérialisme passé impossible. Par ailleurs, cette nostalgie a largement intégré les valeurs libertaires post-soixante-huitardes, pour les opposer au « wokisme » et à la population immigrée. En cela, son idéologie diffère de celle Tories, embrassant à la fois un postconservatisme sur la question des mœurs (pas simplement une attitude réactionnaire donc) et un postlibéralisme sur les questions identitaires. Par sa dénomination même, le ton est donné : contrairement aux Tories qui souhaitent « conserver », le parti de Farage plaide pour une « réforme » devant conduire à des changements radicaux (étymologiquement, à la racine)

6. Cas Mudde, «The Populist Zeitgeist», *Government and Opposition*, vol. 39, n° 4, Autumn 2004, p. 541-563, [en ligne].

7. Andrew Marr, "Politics: As the right advances, Labour must show it has something to offer that Reform doesn't", *New Statesman*, vol. 154, n° 5809, Londres, mai 2025, p. 14-15.

8. Olivier Roy, « Les droites et Trump : crise et avenir d'une tradition politique », *Le Grand Continent*, 28 mars 2025, [en ligne].

9. Salman Rushdie, «The new empire within Britain», *New Society*, 9 December 1982.

10. Paul Gilroy, *Postcolonial Melancholia*, Columbia University Press, 2005, p. 87-120.

au sein de la société anglo-saxonne. Reform UK est aussi à mille lieues du Parti conservateur sur l'Ukraine. Si UKIP avait une vision néolibérale et thatchérienne de l'économie, le nouveau parti a un positionnement plus à gauche, n'hésitant pas à se déclarer favorable à des nationalisations (à l'instar du positionnement économique difficilement qualifiable du Rassemblement national en France ; voir Figures 3 et 4). D'aucuns diraient qu'il rentrerait dans l'oxymore qu'avait forgé George Orwell : un « socialisme tory ».

Néanmoins, étant donné que l'objectif principal de UKIP et du Parti du Brexit est bel et bien atteint (depuis le 31 janvier 2020), Reform UK concentre ses efforts sur la question migratoire et tout ce qui a trait à l'identité du Royaume-Uni.

Figure 3 : Positionnement sur l'échelle droite-gauche des partis politiques britanniques en 2024 (CHES, 2024) (0 à 10, du plus à gauche au plus à droite).

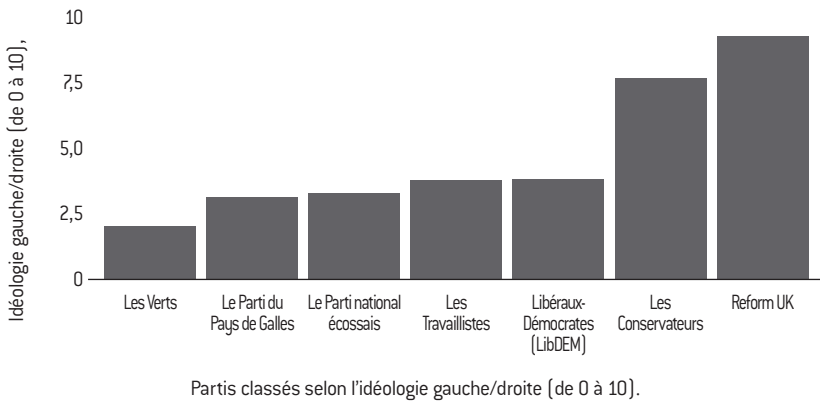
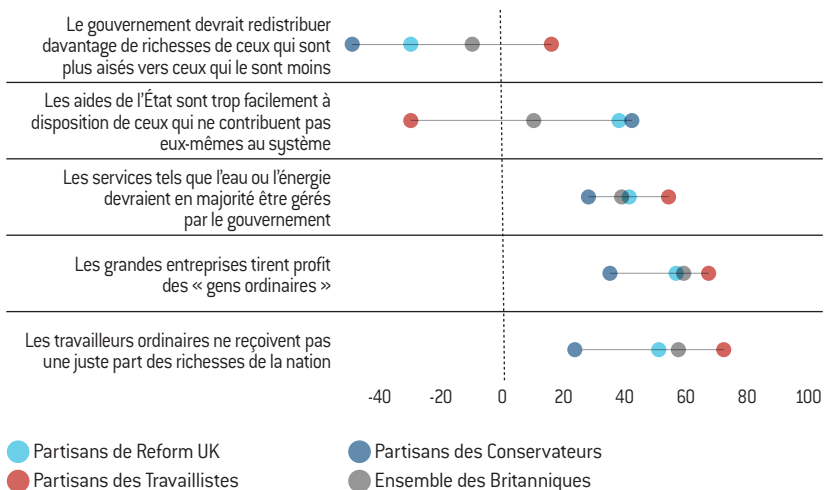


Figure 4 : Les partisans de Reform UK tendent à être davantage de gauche que les Conservateurs sur des enjeux tels que les nationalisations et les inégalités de richesse (More in Common, 2025).



De plus, un double processus est à l'œuvre à l'égard de Reform UK : une « normalisation » ainsi qu'une « professionnalisation ». Pour la première, le quotidien de centre-droit *The Times*, par la plume de son journaliste Fraser Nelson, constatait que « ce n'est plus si oui ou non Reform peut être un parti de gouvernement, il l'est déjà ». Si jusqu'ici ses détracteurs pointaient du doigt le racisme patenté de certains cadres des précédents partis dirigés par Farage, ainsi que le caractère fantasque – voire toxique – de leur chef, une stratégie de professionnalisation de long cours a depuis lors été appliquée. Ce qui fait dire à Luke Tryl, président de l'institut de sondage More in Common, que de telles accusations ne suffiront probablement plus à éloigner Reform UK du pouvoir. De même, cette stratégie n'a pas fonctionné pour les Démocrates à l'encontre de Donald Trump aux États-Unis.

On note par ailleurs un clair désir au sein de Reform UK d'opérer un tournant pro-patronat, incarné par la personne de Zia Yusuf, un ancien cadre exécutif de Goldman Sachs. Pour chercher à séduire le monde des affaires, le leader a promis de nommer des chefs d'entreprise à des postes ministériels clefs, dont le Trésor, s'il venait à remporter le prochain scrutin. Les récents succès électoraux poussent le monde économique à s'intéresser sérieusement aux propositions de Reform UK, et à tenter de les infléchir en sa faveur. Par exemple, en janvier dernier, Farage était aperçu dans le prestigieux club Oswald's à Mayfair, propriété d'un de ses importants donateurs Robin Birley, où étaient présents une vingtaine de dirigeants

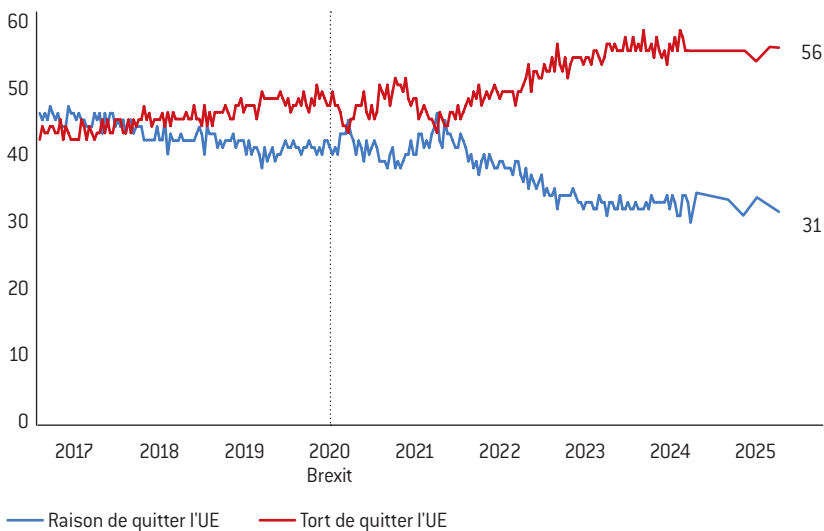
d'entreprises majeures, le duc de Marlborough (dont l'ancêtre n'est autre que Winston Churchill), Aaron Banks (qui a financé la campagne pro-Brexit) ou encore le milliardaire Nick Candy, aussi trésorier du parti. Reform UK aurait amassé en une soirée plus d'un million de livres (là où sur l'entièreté de l'année 2023, il n'avait réuni qu'un peu plus de dix pour cent de cette somme). Et raflant au passage deux importants donateurs du Parti conservateur, Mohamed Amersi et Bassim Haidar.

Toutefois, Reform UK n'a à l'heure actuelle que trois employés à plein temps chargés d'élaborer des politiques susceptibles d'être mises en place. C'est un chiffre extrêmement faible si le parti était appelé à gouverner, même s'il est prévu qu'ils en recrutent quatre supplémentaires d'ici à mai 2026. Il peut néanmoins s'appuyer sur plusieurs figures qui tentent de s'imposer telles que David Bull (ancien élu européen à la réputation d'excellent communicant), Zia Yusuf déjà mentionné, mais aussi Dan Jukes et Ed Sumner (directeurs de communication), le stratège Chris Bruni-Lowe ou encore Aaron Lobo (directeur des opérations) ainsi que sur le vivier d'élus locaux récemment désignés à travers l'Angleterre. Enfin, un écosystème naissant de *think tanks* gravitent autour du parti, comme le CFABB (« Centre pour une Meilleure [Grande-]Bretagne ») entretenant avec ce dernier des liens étroits, puisque son directeur était un éminent membre de Reform UK. En quelques années, le parti de Farage a énormément gagné en crédibilité, conjointement à sa dédramatisation croissante.

Pourtant, l'essor de Reform UK est paradoxal, dans la mesure où tous les sondages récents illustrent un phénomène de « *Regretxit* » ou de « *Bregret* » (en juillet dernier, More in Common pointait que seulement 29 % des sondés maintiendraient leur vote en faveur du Brexit, tandis qu'une autre étude de YouGov soulignait que deux tiers des britanniques estiment même que c'était une erreur – voir Figure 5). Mais le paradoxe n'est qu'apparent. Reform UK est parvenu à se faire une place durable dans le paysage politique au-delà de la seule problématique sur laquelle ses deux prédécesseurs étaient centrés, à savoir un Brexit d'inspiration nationaliste. Par son changement de nom, a été actée sa transformation en parti « attrape-tout »¹¹, pour reprendre le concept forgé par le politiste Otto Kirchheimer en 1966, c'est-à-dire attirant des électeurs particulièrement divers. Car pour asseoir sa position politique, il lui fallait entraîner davantage que les électeurs conservateurs, seniors ayant voté en faveur du Brexit (constituant la base de Reform UK), mais bien les 17,4 millions de personnes ayant voté « *Leave* », et même davantage.

11. Otto Kirchheimer, *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, décembre 1966.

Figure 5 : Neuf ans après le Brexit, une majorité de Britanniques estiment que c'était une erreur (YouGov, 2025).

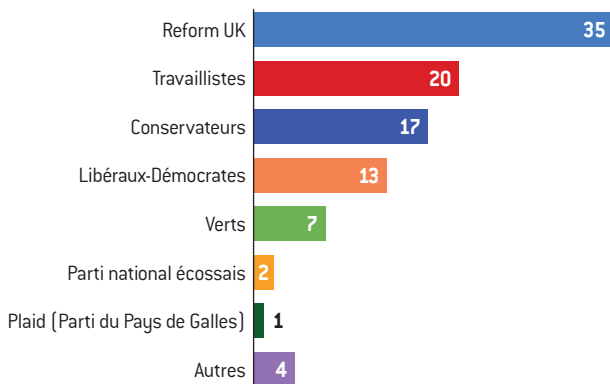


Source : Get the data, 16-17 juin 2025

Dans le droit fil de cette fracture « *Remain* » contre « *Leave* », Reform UK s'est progressivement imposé comme la principale opposition et l'alternative gouvernementale à l'establishment bipartisan anglo-saxon Labour/Tory, rejeté comme un « UMPS » local. C'est d'ailleurs ce qui était ressorti comme une des raisons phares du vote Reform UK dans une étude YouGov de janvier 2025. Ce statut de premier opposant résulte naturellement d'un objectif conscient du parti de se présenter comme tel, mais est tout autant la conséquence de la manière avec laquelle les travaillistes (l'actuelle majorité) l'exposent. L'inflexion stratégique a été officialisée expressément en mai dernier lors d'un discours du Premier ministre où Keir Starmer a ciblé très frontalement Farage et Reform UK, leur conférant par là-même une crédibilité accrue, et reléguant par conséquent le Parti conservateur au second plan. Au sein du Parti travailliste (Labour), nombreux furent ceux qui critiquèrent ce choix : en jouant ainsi la compétence contre la protestation, Starmer s'érige certes en dernier rempart contre le populisme (lançant une sorte de bataille pour l'âme de la Grande-Bretagne) mais nourrit aussi la stratégie de normalisation précédemment détaillée. Ainsi, l'ex-secrétaire d'État aux transports, Louise Haigh, qualifie Farage de « menace existentielle » au Labour, le dépeignant comme l'adversaire incontournable qu'il souhaite être.

Figure 6 : Reform atteint un record de 35 % d'intentions de vote, avec 15 points au-dessus des Travaillistes (BMG Research, septembre 2025).

Question : si une élection générale avait lieu aujourd'hui, pour lequel de ces partis voteriez-vous ?

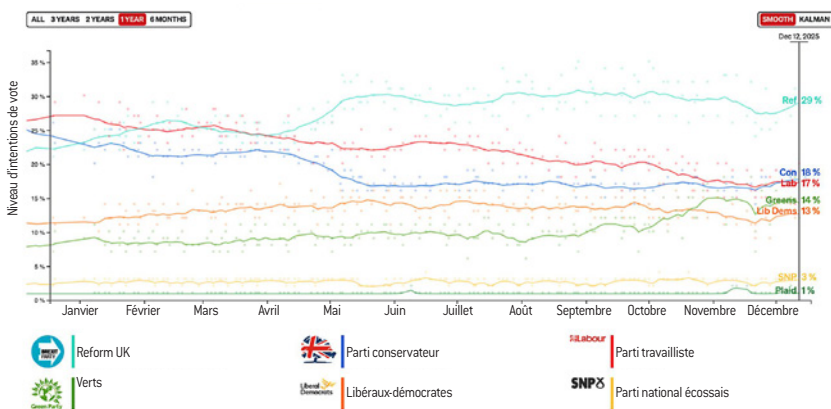


De tout cela, résulte l'incroyable popularité actuelle de Reform UK. Avec 35 % d'intentions de vote au 1^{er} septembre 2025, c'est un véritable bouleversement de la politique britannique. Le parti de Farage double ses scores par rapport à 2024, où il avait atteint 14,3 % aux élections générales qui ont vu le triomphe des travaillistes. Si cela ressemblait en septembre à un retour d'une relative stabilité avec un évident premier dans les sondages (Reform), un deuxième (Labour) et un troisième (Tory), ainsi que l'analysait Luke Tryll de More in Common. Depuis, deux phénomènes ont rebattu les cartes : d'une part les débats budgétaires ont ramené les travaillistes au niveau des conservateurs autour de 17/18 % des intentions de vote, d'autre part on observe l'essor des Verts – se positionnant à la gauche du Labour – qui sont dans le même ordre de grandeur. Paradoxalement, cette percée électorale semble se faire essentiellement au détriment de Reform qui subit ces dernières semaines une légère tendance baissière.

Lors des dernières élections locales en mai 2025, le parti de Farage a déjà arraché bon nombre de victoires à travers le pays (677 des 1600 sièges en jeu), et celles de mai prochain en Écosse et au Pays de Galles devraient aussi augmenter largement la proportion de responsables locaux acquis au parti.

Si Reform UK caracole ainsi en tête des intentions de vote et semble inarrêtable, c'est aussi en grande partie du fait de la personnalité de Nigel Farage.

Figure 7 : Royaume-Uni : intentions de vote aux élections générales (2025) – Politico



II. LE « FACTEUR FARAGE » : DU RÔLE INCONTOURNABLE DE M. BREXIT

Voilà bien un quart de siècle que celui que le journal (de gauche) *The Guardian* surnommait déjà « The Outsider » en 2001 occupe un espace médiatique sans cesse croissant. Il est dorénavant bien installé dans son fauteuil de député sur lequel il s’est hissé pour la première fois à l’été 2025 au bout de la huitième tentative. Ce n’est pas pour rien que la première biographie qui lui est consacrée en 2022 s’intitule « un parti après l’autre »¹², tant l’un des personnages les plus controversés outre-Manche survit toujours aux (nombreuses) embûches qu’il a trouvées sur son passage. Il est ainsi sorti quasi indemne du crash d’un petit biplace qu’il conduisait en 2010. Il s’était écrasé après que la banderole « VOTEZ POUR VOTRE PAYS – VOTEZ UKIP » qu’il déployait au-dessus de sa circonscription s’est emmêlée dans l’hélice de son avion.

Personnalité politique préférée des anglo-saxons (culminant à 38 % de popularité parmi la population, dicit *YouGov*) ou du moins la plus efficace aujourd’hui (selon Fraser Nelson du *Times*), Farage est l’archétype du leader populiste charismatique : image de l’homme authentiquement ordinaire, tribun hors norme, franc-tireur au langage populaire et

12. Michael Crick, *One Party After Another: The Disruptive Life of Nigel Farage*, Simon & Schuster, février 2022.

à l'humour acerbe qui « dit tout haut ce que tous penseraient tout bas ». Le *Wall Street Journal* avait bien résumé la chose en le qualifiant de « Trump avec une pinte ». La comparaison entre les deux hommes – d'ailleurs très proches – n'est pas rare. Le principal intéressé lui-même revendique s'être inspiré des recettes du président américain pour attirer les déçus du bipartisme traditionnel, perçu comme trop policé.

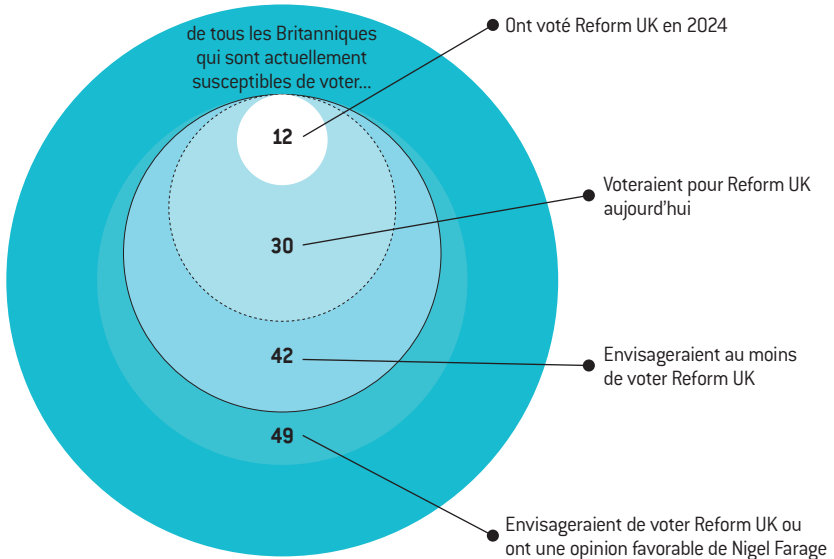
L'un et l'autre bénéficient d'une grande attention médiatique, friande de leurs frasques et de leurs excès, qui précède leur popularité électorale. Ce sont deux hommes politiques « post-télévisuels »¹³. Là où l'homme politique télévisuel savait parfaitement montrer une image professionnelle et respectable, et qualifiera aisément un Farage de clown. Ce dernier parvient à donner une performance « d'anarchie contrôlée » bien plus authentique que ses détracteurs, par conséquent plus adaptée aux codes communicationnels viraux du XXI^e siècle. Ce n'est pas un hasard si la figure de proue de Reform cumule plus d'un million d'abonnés sur la plateforme chinoise TikTok, alors que ni Starmer (Labour) ni Kemi Badenoch (chefe du Parti conservateur) n'y possèdent un compte. Même lorsqu'il s'était (provisoirement) retiré de l'échiquier politique, c'était pour mieux peser sur le débat public en animant son émission « *Farage* » sur GB News, continuant ainsi sa croisade contre les élites libérales.

Si l'on ne se cache pas d'user du style populiste à la manière de Donald Trump, il faut aussi regarder – pour comprendre sa stratégie – du côté de l'Italie, où il ne lui a pas échappé que l'approche de Giorgia Meloni, modérant quelque peu sa rhétorique pour poursuivre une quête de respectabilité, porte ses fruits. On note par ailleurs un clair désir au sein de Reform UK d'opérer un tournant pro-patronat, à l'instar de la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, qui cultive des liens étroits avec la *Cofindustria* représentant les chefs d'entreprise italiens. Un des principaux défis à cet égard est de convaincre les responsables économiques outre-Manche de la compatibilité entre leur besoin de main-d'œuvre et la mise en place de la réelle politique migratoire restrictive prônée par Farage. Le principal artisan de cette opération de séduction est Zia Yusuf, un ancien cadre exécutif de Goldman Sachs. Concernant Giorgia Meloni, Farage confiait que « bien qu'elle ait déçu certains de ses soutiens les plus radicaux [...] elle a déplacé le curseur sur une variété de sujets en Italie, les rendant respectables », chose qu'il est parvenu à accomplir pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, et qu'il compte bien réitérer de plus belle (voir Figure 8). De fait, pléthore de travaux académiques illustrent l'influence de sa rhétorique sur la perception de l'Union comme

13. Stephen Bush, "Trump and Farage are politicians for the post-TV age", *Financial Times*, 20 mai 2025, [en ligne].

une organisation menaçant la démocratie¹⁴ ou encore sur l'adoption de son style populiste par ses adversaires lors des débats (forcé de combattre « le feu par le feu »¹⁵).

Figure 8 : "L'iceberg Reform UK" - sur la totalité des votants potentiels, 42% soutiennent actuellement Reform UK, ou pourraient considérer un vote en faveur du parti, représentant un agrégat sociologique divers, aux préférences tout aussi plurielles (en %)



14. Erisa Zykaj, Luciano Morganti et Karen Donders, "The staging of the Brexit rhetoric inside the European Parliament: The case of Nigel Farage", *Journal of Contemporary European Studies*, 9 janvier 2025, [en ligne].

15. Michael Bossetta, "Fighting Fire with Fire: Mainstream Adoption of the Populist Political Style in the 2014 Europe Debates between Nick Clegg and Nigel Farage", *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 19, no. 4, 2017, p. 715-734, [en ligne].

III. L'AVÈNEMENT D'UN MOMENTUM ? UNE ANALYSE DES DYNAMIQUES POLITICO-INSTITUTIONNELLES

Reform UK n'émerge pas *ex nihilo*, indépendamment de la situation politique du Royaume-Uni. En effet, la victoire éventuelle de Farage devra moins à ses mérites propres qu'à la déroute des Travaillistes et des Conservateurs.

Le niveau de faiblesse historique du Parti conservateur, principalement dû à ses erreurs durant les quinze années de son règne, est l'assurance d'avoir un Reform puissant. Comme le titrait un article du *New York Times*, « les Tories ont littéralement perdu la Grande-Bretagne¹⁶ » (voir Figure 9). Pourtant, comme le relevait le professeur David Hanley pour la Fondapol en avril 2010, « la droite britannique est entièrement, et depuis toujours, dominée par le Parti conservateur¹⁷ ». Quels sont les ressorts de cette crise inédite, qui n'interdit plus de penser que le duopole Labour/Tory puisse s'effondrer, dix ans après la chute du tandem UMP/PS en France ? Outre la problématique migratoire que nous développerons dans la partie suivante, c'est la question européenne qui a fini d'affaiblir les Tories, après avoir déjà perturbé les mandats conservateurs de Thatcher et Major. La montée en puissance de UKIP sous Cameron est essentiellement le fait de l'exaspération de l'aile droite des conservateurs face à son « euroscepticisme modéré »¹⁸. Ces désaccords sur la ligne des Tories vis-à-vis de l'Union se sont soldés par la victoire de la ligne « radicale » représentée par Boris Johnson. Là-dessus, UKIP puis le Parti du Brexit sont au-delà des simples « nuisances bénignes » que décrivait Hanley en 2010, mais davantage une pression constante et montante amenant les conservateurs à courir après UKIP puis ses successeurs, transformant *de facto* les Tories en « copies » de leurs rivaux plus droitiers¹⁹. Plutôt que de produire une synthèse des divers courants présents en leur sein comme ils le faisaient historiquement, les Tories sont progressivement devenus idéologiques sur la question du Brexit. Ils ont purgé toute dissidence modérée ou toute personne qui demeurait partisane du « *Remain* »²⁰. De surcroît, on peut avancer que le style détonnant et populiste de Boris Johnson – s'il a certes permis au parti de perdurer à Downing Street – a néanmoins brouillé la frontière avec sa droite. En résumé, les électeurs

16. Stephen Castle, « Inside the Tories' Turmoil: A Long, Lonely Fall for the Conservatives », *The New York Times*, 29 août 2024, [en ligne].

17. David Hanley, *op.cit.*

18. Pete Dorey, « David Cameron's catastrophic miscalculation: The EU Referendum, Brexit and the UK's 'culture war' », *Observatoire de la société britannique*, n° 27 | 2021, p. 195-226, [en ligne].

19. Gilles Leydier et Karine Tournier-Sol, *Le Royaume-Uni de Boris Johnson à Rishi Sunak : crises en série*, Observatoire de la société britannique, vol. 31, 2024.

20. Agnès Alexandre-Collier, « From Rebellion to Extinction: Where Have All the Tory Remainer MPs Gone? », *Political Quarterly*, vol. 91, n° 1, 2020, p. 24-30.

préfèrent désormais l'original à la copie²¹. Ajoutons à cela l'instabilité qui a suivi, et l'on obtient les raisons du dégauchisme ayant propulsé Starmer au poste de Premier ministre. Mais celui-ci n'échappe pas à l'impopularité qui frappe le pouvoir en place, ce qui conduit les deux principaux partis du système anglo-saxon à être rejetés massivement.

Le désaveu de nombreux électeurs à l'égard du Parti conservateur et des Travaillistes est indissociable de l'assombrissement de la situation économique et sociale du pays. Depuis 2010, le tissu social britannique s'est progressivement délité. Plus d'une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté relative, soit 14,3 millions de Britanniques en 2022. Cette proportion se porte même à un quart de la population, soit 16 millions de personnes, si l'on intègre les coûts du handicap ou encore de garde d'enfants, selon la Social Metrics Commission en 2024²². Un révélateur de cette fragilité grimpante est visible dans l'explosion de la demande à laquelle font face les banques alimentaires outre-Manche. Le marché du travail est marqué par une précarisation accrue. Depuis le milieu des années 2000, la part des contrats zéro heures qui ne garantissent aucune durée de travail minimum mais qui imposent au travailleur d'être en permanence à disposition de l'entreprise, a été multipliée par huit²³. Les quinze dernières années sont même qualifiées de « pire période de croissance des niveaux de vie depuis des générations » par l'Institute for Fiscal Studies. À cela, il faut rajouter une crise du logement sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. L'accès à la propriété est structurellement impossible à atteindre pour une vaste portion de la population, 20% des locataires consacrant plus de 60% de leur revenu mensuel à leur loyer. L'extrême précarité de l'habitat atteint des sommets, touchant environ 300 000 ménages rien qu'en Angleterre. De plus, la politique d'austérité sous David Cameron post-crise de 2008 a produit des effets particulièrement néfastes sur les services publics, au premier rang desquels la NHS (le système sanitaire anglo-saxon) qui a particulièrement souffert : triplement des listes d'attente entre 2010 et 2024 et progression des déserts médicaux entre autres. L'éducation n'est pas en reste avec des inégalités qui s'aggravent et un sous-investissement massif. Enfin le Brexit a aggravé cette dynamique délétère, en faisant perdre 5% de PIB sur les huit premières années par rapport à d'autres économies comparables, estime Goldman Sachs, induisant une perte de productivité et d'attractivité conséquente. Tout cela a offert un terreau particulièrement fertile au discours populiste de Nigel Farage.

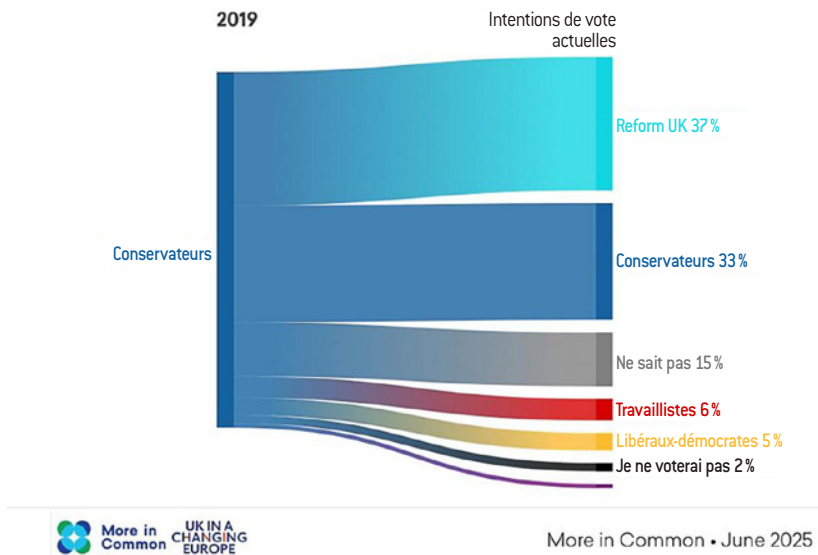
21. Timothée Barnaud, « Le come-back fracassant de Nigel Farage, le clown devenu opposant numéro 1 à Keir Starmer », *Huffington Post France*, 6 juillet 2025 [en ligne].

22. "Measuring Poverty 2024. A report of the Social Metrics Commission", octobre 2024 [en ligne].

23. Pour une évocation de cette mutation, voir Julie Zaugg, « Au Royaume-Uni, une épidémie d'emplois sans travail garanti », *lemonde.fr*, 14 avril 2025 [en ligne].

Figure 9 : Ceux qui votèrent pour les Conservateurs en 2019 sont désormais plus enclins à voter pour Reform UK que pour les Conservateurs à nouveau. Répartition du vote Tory de 2019 en pourcentage (More in Common, 2025).

Question : si les élections générales se tenaient demain, pour quel parti voteriez-vous ?



Ce que le système des partis expérimente en Grande-Bretagne est une violente fracture qu'il n'a pas vécue depuis bien longtemps. Certains comparent le moment actuel à la montée du Parti social-démocrate, au début des années 1980, qui, pensait-on, allait menacer le bipartisme traditionnel. Mais la montagne a finalement accouché d'une souris. Tandis que d'autres – dont des analystes reconnus comme Sir John Curtice – comparent l'instant aux années 1920 avec la division du Parti libéral, qui avait alors permis l'émergence du Labour comme principale alternative aux Tories, suggérant une possible refondation totale du paysage politique britannique²⁴. Quoiqu'il en soit, la popularité de Reform doit beaucoup à la disgrâce des deux grands partis, résultant entre autres de leurs passages au pouvoir respectifs.

Dans ce contexte, Starmer et son gouvernement se savent en sursis, et cherchent un moyen de juguler l'hémorragie. Vis-à-vis de la période Corbyn (2015-2020), un changement clair de la ligne du Parti travailliste est advenu avec le retour sur la scène britannique des partisans du courant conservateur Blue Labour, dont les principaux ambassadeurs furent

24. Andrew Marr, "Politics: If Starmer Is to See Off the Threat from Farage, He Must Go on the Attack Now", *New Statesman*, Londres, vol. 154, n° 5808, mai 2025, p. 14-15.

Ed Miliband et Maurice Glasman au début des années 2010. Ce courant, en opposition au New Labour et à la ligne de Tony Blair, correspond au conservatisme de gauche prôné par David Goodhart²⁵. À gauche économiquement, à droite culturellement, cette troisième voie post-sociétale – et surtout post-Brexit – voit dans le fait d’avoir supplanté le social par l’identitaire la raison de la défaite possible du parti. Actant les évolutions de la société britannique, Goodhart plaide en faveur d’une occupation par le parti de Starmer de l’espace politique du « populisme décent » jusqu’alors monopolisé par Reform UK. L’actuel occupant du 10, Downing Street est reconnu comme proche de ce courant. Il l’a laissé transparaître en mai lorsqu’il reprochait publiquement à ses prédécesseurs d’avoir mené une « expérience de frontières ouvertes », sonnait l’alarme sur le risque que le Royaume-Uni devienne une « île d’étrangers ». Pour le politiste Colin Hay, c’était assurément un message lancé aux électeurs inquiets au sujet de l’immigration et une réaction à la cote de popularité impressionnante de Reform UK. Toutefois, ce conservatisme social ne fait pas l’unanimité dans les rangs de la gauche anglo-saxonne, qui y voit parfois un symptôme d’une victoire idéologique de Nigel Farage et un jeu dangereux où le Labour risque surtout de s’aliéner ses fractions les plus progressistes, sans pour autant gagner des voix dans l’électorat plus conservateur. Ainsi, depuis juillet 2025, l’ex-chef de file des Travailleurs Jeremy Corbyn a lancé « *Your Party* » (Votre Parti) pour attirer les déçus du gouvernement actuel. Starmer peut-il vaincre le populisme sans en faire usage lui-même, en « combattant en travailliste », ainsi qu’il l’assurait à son groupe, ou bien est-il condamné à empiéter sur le terrain de Farage ?

À ce sujet, il a existé des forces politiques se situant à droite de Reform UK. Historiquement « la tradition fasciste existe bel et bien au Royaume-Uni » rappelait Karine Tournier-Sol dans son ouvrage sur UKIP²⁶. Citons la British Union of Fascists, le parti d’Oswald Mosley dans les années 1930, puis les groupes d’Arthur Kenneth Chesterton durant toute la seconde moitié du xx^e siècle (la Ligue des loyalistes de l’Empire, le Front national britannique par la suite) et enfin le Parti national britannique de Nick Griffin jusqu’en 2014. Depuis une bonne dizaine d’années, le flambeau de l’extrême droite anglo-saxonne (et du nationalisme spécifiquement anglais) a été repris par Tommy Robinson – l’homme à l’origine de l’appel à manifester qui a secoué l’Angleterre en septembre 2025 – et son « *English Defence League* ». Ces mouvements sont bien sûr d’une toute autre nature et sans commune mesure avec ce que représente de nos jours Reform, ils sont bien plus marginaux et radicaux.

25. Renaud Large [coord.], *La « troisième gauche » en Europe, le nouveau clivage post-sociétal qui vient ?* Fondation Jean-Jaurès, juin 2025 [en ligne].

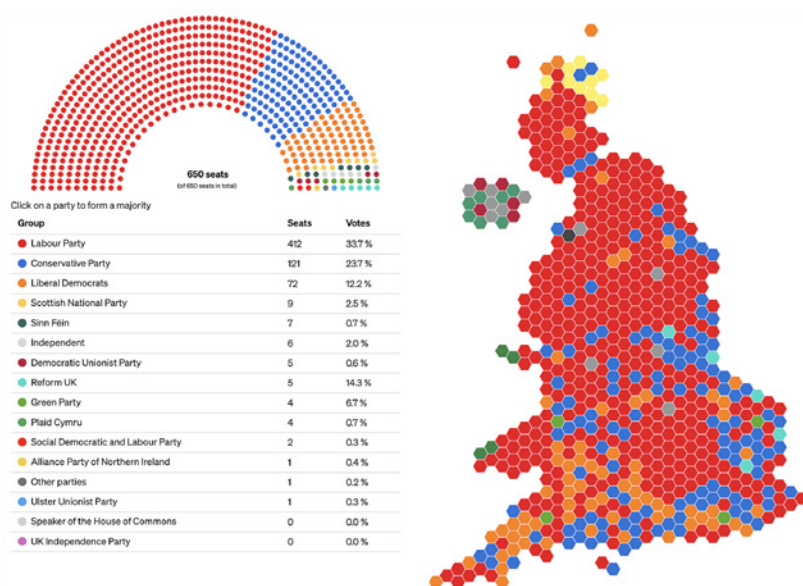
26. Karine Tournier-Sol, *Prendre le large : le UKIP et le choix du Brexit*, Paris, Vendémiaire, 2017.

Le parti de Farage se professionnalisant et se normalisant de plus en plus, il perd par conséquent son qualificatif d'outsider et voit fleurir les critiques provenant de sa droite. C'est du moins ce que semble illustrer le phénomène du mouvement *Restore Britain* (« Restaurer la [Grande-]Bretagne »), lancé en juin dernier par Rupert Lowe, un dissident venant des rangs mêmes de Reform UK. S'il n'est pas un parti politique, la mouvance ambitionne d'utiliser sa surmédiasation (un demi-million d'abonnés sur X) pour forcer une droitisation des débats et Nigel Farage lui-même les estime trop extrêmes. En guise d'exemple, Lowe est un habitué des tweets provocateurs, comme son « chaque jour est un magnifique jour pour quelques déportations » le 11 août 2025. Sa pétition pour une déportation de masse a tout de même recueilli en six heures les 100 000 signatures nécessaires pour lancer un débat à Westminster.

Farage a ouvert la porte à des forces plus radicales que lui, quand bien même celles-ci demeureraient relativement marginales, ou bien seraient des reliquats des mouvements d'ultra-droite ayant toujours existé au Royaume-Uni depuis une centaine d'années.

Enfin, une fois tous ces rapports de force politiques posés, il reste à appréhender les spécificités institutionnelles propres au système britannique. Tout d'abord, les prochaines élections générales devraient avoir lieu « au plus tard » (soit au terme des cinq ans de mandature) en 2029, même si – depuis la loi de 2022 sur la dissolution et la convocation du Parlement – le Premier ministre peut demander au Roi de dissoudre le Parlement avant cette date. Reform UK va donc devoir se maintenir en position de futur vainqueur s'il veut envoyer Farage à Downing Street. Toutefois, le scrutin uninominal majoritaire à un tour (*first-past-the-post*) de ces élections rend difficile l'obtention de sièges lorsque que l'électorat est dispersé sur tout le territoire. Ainsi, aux dernières élections générales du 4 juillet 2024, Reform a obtenu 14,3 % des suffrages mais cela ne s'est traduit que par cinq sièges de députés. À l'inverse, l'électorat très concentré du Parti national écossais (SNP) lui a permis d'envoyer neuf représentants à la Chambre des communes avec seulement 2,5 % du total des voix - (voir Figure 10). Par ailleurs, tous les ans se tiennent des élections locales au Royaume-Uni, et elles revêtent une importance certaine pour les partis. Les prochaines, en mai 2026, pourraient contribuer à accroître le nombre de maires et de conseillers locaux issus de Reform UK.

Figure 10 : Carte électorale des élections générales britanniques de 2024, pour lesquelles Reform UK a recueilli 2 points de plus que les Libéraux-démocrates, mais ceux-ci n'ont obtenu que 5 sièges, contre 72 pour le parti centriste (*Político*).



Mais la position occupée par le parti de Farage sur l'échiquier politique outre-Manche est surtout l'expression des profondes fractures de la société britannique, principalement motivées par les tensions autour de l'immigration.

IV. LE ROYAUME-UNI, THÉÂTRE DE VIOLENTES GUERRES CULTURELLES

Dans le fond, si Reform UK est aussi populaire, c'est parce qu'une bonne partie de la population anglo-saxonne a le sentiment qu'il est le plus à même de décrire un mal-être et une colère jusqu'ici larvés, et d'y répondre. Cette dernière est la conséquence de l'arrivée en Grande-Bretagne de véritables guerres culturelles.

Depuis le choix du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne en juin 2016, le concept de guerres culturelles a fait florès dans les travaux académiques tentant de décrypter le *zeitgeist*, l'esprit du temps, outre-Manche. Cette notion a été initialement utilisée par James Davison Hunter dans son ouvrage *Culture Wars: The Struggle to Define America* (1991) pour décrire les nouveaux ressorts de la polarisation de la scène

politique américaine dans les années 1990. En clair, il souligne comment deux manières différentes de voir le monde, empreintes de conceptions divergentes des valeurs et de la morale qui doivent l'organiser, entrent en compétition pour déterminer la conduite d'une nation. Cette opposition se ferait entre un groupe partisan d'une certaine « orthodoxie culturelle » (ou d'un traditionalisme communautaire) et un autre plus enclin à adopter un progressisme libéral, un cosmopolitisme sur ces sujets. À vrai dire, ce constat de fissuration d'une nation a d'ores et déjà été dressé en des termes différents, aussi bien vis-à-vis de la situation française que britannique. Pour le cas hexagonal, on peut penser aux analyses de Jérôme Fourquet (et son « archipel français²⁷ ») ou encore à Christophe Guilluy, ayant la paternité de la « France périphérique²⁸ » devenue une expression commune, et plus récemment de l'opposition « Métropolia et Périphéria²⁹ ». L'équivalent anglais est sans doute l'essai publié par David Goodhart en 2017, dans lequel il analysait le Royaume-Uni post-Brexit en isolant deux « nouvelles tribus » – pour reprendre le titre de son ouvrage – constituant une fracture devenue le nouveau *fons* et *origo* de la polarisation de la politique anglo-saxonne. David Goodhart distingue les « gens de n'importe où » (*Anywhere*) et les « gens de quelque part » (*Somewhere*³⁰), recouvrant plus ou moins la même dichotomie que les analyses précédemment citées.

Seulement, le Brexit n'est pas la cause de cette cassure, mais plutôt la conséquence et le révélateur de cette division qui traverse la société anglo-saxonne depuis longtemps. À travers la bataille entre les partisans du « *Remain* » et du « *Leave* » sont apparues au grand jour ces deux Angleterre irréconciliables. À gros traits, l'une, classe dominante urbaine composée des 10 % les plus diplômés a voté aux trois quarts en faveur du maintien dans l'Union. Tandis que l'autre, composée des 10 % les plus défavorisés n'ayant pas eu l'expérience d'une université communément marquée par un progressisme et une ouverture ambiants, a voté à plus de 60 % pour son départ. Elle se concentre d'ailleurs dans le nord de l'Angleterre et les Midlands, historiquement dépendants des industries manufacturières, et désormais marqués par un taux de chômage particulièrement élevé. Au vu de ce que ce référendum a soulevé, il y a bel et bien un « avant » et un « après » Brexit ; cette guerre culturelle ayant complètement restructuré la vie politique britannique. Les politiques identitaires sont devenues l'alpha et l'oméga du positionnement des partis pour mobiliser l'électorat pro-Brexit par-delà le traditionnel clivage droite/gauche. Ce dernier a complètement été supplanté.

27. Jérôme Fourquet, *L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée*, Paris, Seuil, 2019.

28. Christophe Guilluy, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Champs actuel / Flammarion, 2014.

29. Christophe Guilluy, *Métropolia et Périphéria. Un voyage extraordinaire*, Paris, Flammarion, 2025.

30. David Goodhart, *Les deux clans*, trad. Valérie Le Plouhinec, Paris, Les Arènes, 2019.

Ces narratifs de guerres culturelles sont perçus comme la continuation pure et simple du combat pour le Brexit, lui-même considéré comme « la phase initiale d'une contre-révolution contre l'élite libérale³¹ ». Nigel Farage et Reform UK entretiennent délibérément ce climat délétère dans une visée électoraliste claire, tant le terreau actuel est fertile à leur ascension. Néanmoins, cette situation ne me semble pas être seulement le fruit d'une approche qui serait « descendante », où les élites médiatiques et politiques diffuseraient un récit et le construiraient de toute pièce, selon l'analyse courante de nombreux universitaires. Cela semble surtout matérialiser une exaspération sincère parmi les Britanniques et jusqu'ici relativement ignorée, venant du bas et non générée *ex nihilo*. Le récit proposé par Reform répond à l'échec des partis classiques à poser des limites à ce que David Goodhart qualifie de « progressisme devenu lui-même illibéral³² ».

S'il y a un champ de bataille particulièrement prégnant dans les guerres culturelles qui ont cours actuellement au Royaume-Uni, c'est bien l'immigration. Principale motivation des électeurs de Reform UK (sondage YouGov de janvier dernier³³), il convient de revenir presque soixante ans en arrière afin de comprendre ce qui a engendré l'exaspération actuelle des Britanniques. Un discours, en particulier, a été au centre d'innombrables controverses sur ce sujet : prononcé le 20 avril 1968 au Conservative Political Center à Birmingham par Enoch Powell – alors secrétaire d'État à la Défense du cabinet fantôme d'Edward Heath (futur Premier ministre) –, il reste connu sous le nom de « *Rivers of Blood* », ou « discours des rivières de sang ». La croissance de l'immigration au Royaume-Uni lui a inspiré cette vision tirée de l'*Énéide* où Virgile prophétisait un Tibre écumant de sang. L'intervention de Powell a été sujette à tellement de polémiques qu'elle lui a valu d'être éjecté du Cabinet fantôme dès le lendemain de sa prononciation et a surtout eu pour principale conséquence de « détruire le débat sur l'immigration pour un quart de siècle [...] rendant impossible même d'en parler » (selon les propres mots de Nigel Farage en 2017 au journaliste Jason Cowley). Pendant des décennies, il a été impossible de tenir des propos trop radicaux sur l'immigration. Pourtant, un changement dans les mentalités s'est opéré il y a deux décennies, autour des années 2004/2005 du fait de deux facteurs indépendants. D'une part, il y a la décision du gouvernement travailliste (tendance New Labour de Tony Blair) de ne pas imposer la période de sept ans de restriction à la liberté de mouvement (dite « *transitional controls* ») des ressortissants des dix pays (dont huit post-communistes) ayant rejoint l'Union européenne,

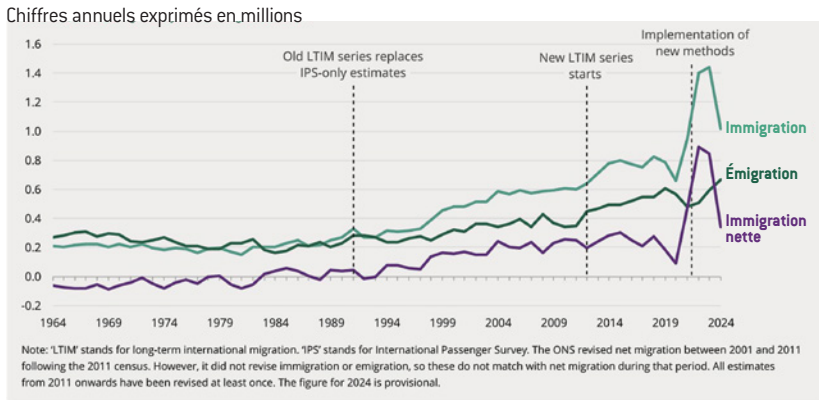
31. Charlie Ellis, « A Narrowing of the British Conservative Mind? », *Society*, vol. 59, n° 6, 2022, p. 682-690 [en ligne].

32. David Goodhart, « Face à l'insécurité économique et culturelle, il faut inventer un thatchérisme de gauche », *Le Figaro Vox*, 6 juillet 2025 [en ligne].

33. Sondage YouGov, « What is attracting 24 % of Britons to Reform UK? », 16 et 17 janvier 2025, échantillon : 2268 adultes britanniques [en ligne].

contrairement à la quasi-unanimité des autres membres, excepté l'Irlande et la Suède. D'autre part, il ne faut pas sous-estimer l'impact des attentats de 2005 à Londres, depuis lesquels un sentiment de défiance envers les musulmans s'est instillé dans la population anglo-saxonne. Cette combinaison, au moment où Nigel Farage prenait la tête de UKIP, l'a persuadé que le moment était venu de rouvrir le débat sur l'immigration. Historiquement chasse gardée des Tories, UKIP est parvenu au tour de force de prendre totalement possession de l'enjeu³⁴. Depuis lors, « Mr. Brexit » (tel est le surnom de Nigel Farage) a assumé en 2014 avoir emprunté une partie du discours de Powell dans une interview, ajoutant qu'« un grand afflux de personnes dans une zone, qui changeait l'identité de cette zone, il y aurait des tensions – le principe de base est juste ». Point d'orgue de la normalisation : c'est Keir Starmer qui a été accusé d'avoir repris la rhétorique de l'auteur des *Rivers of Blood* en mai 2025, notamment à propos du passage sur « l'île d'étrangers ».

Figure 11 : Estimation de l'immigration internationale au Royaume-Uni (1964-2024) – ONS (Office for National Statistics)



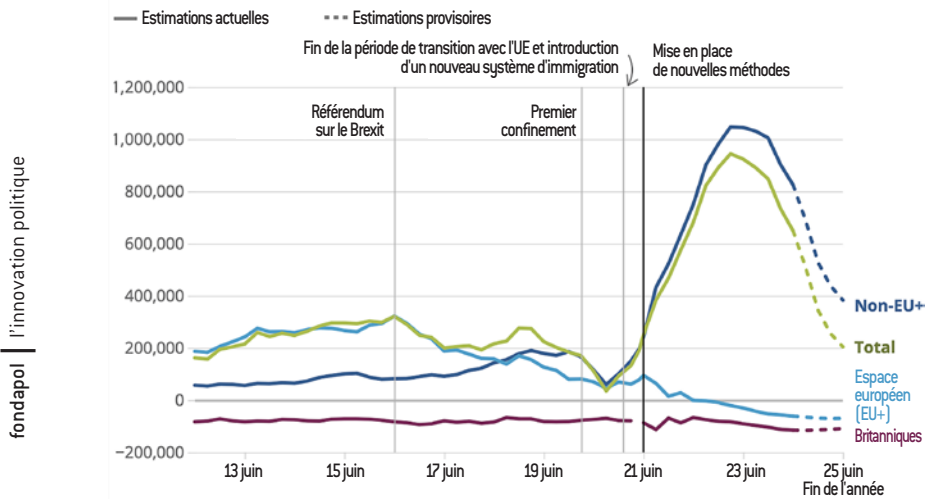
Source: ONS, [Provisional long-term international migration estimates, year ending March 2020](#) and earlier editions; [Long-term international migration, provisional, year ending June 2025](#), 27 November 2025

Comment le cadre de ce qui est acceptable en politique (ou « fenêtre d'Overton ») a-t-il évolué ainsi ? Il a avant tout fallu l'échec cuisant de la politique migratoire conservatrice durant les quinze ans où ils étaient aux responsabilités (voir Figures 11 et 12), avec une immigration nette (majoritairement non-européenne) multipliée par 2,5 par rapport à 2010, année où David Cameron entra au 10, Downing Street donnant

34. Rebecca Partos, *The Making of the Conservative Party's Immigration Policy*, Londres, Routledge, 2019.

l'opportunité à Farage de renommer les élections générales de l'été 2024 « les élections sur l'immigration ». Si l'on en croit les dernières statistiques, depuis le retour du Labour à la suite de ce scrutin, on constate une absence de progrès, si ce n'est une situation pire qu'avant (une récente dépêche AFP nous apprenant que, d'août 2024 à août 2025, le Royaume-Uni a connu son plus haut nombre de demandeurs d'asile depuis 2001, avec plus de 110 000 individus).

Figure 12 : Immigration nette au Royaume-Uni des personnes originaires de l'espace européen (UE + Suisse, Islande, Liechtenstein et Norvège), des personnes extérieures à cet espace européen et des citoyens britanniques, entre 2012 et 2025 (ONS - Office for National Statistics)



Source: Borders and Immigration data from the Home Office, Registration and Population Interactions Database from the Department for Work and Pensions, and International Passenger Survey from the Office for National Statistics

Les mobilisations anti-immigration observées au Royaume-Uni au cours des étés 2024 et 2025 font partie des tensions accumulées autour des questions migratoires, identitaires et sécuritaires. Les événements de l'été 2024, qui ont constitué les troubles les plus importants depuis ceux de 2011, ont notamment été déclenchés par une attaque au couteau survenue dans un centre de loisirs de Southport le 29 juillet, à la suite de rumeurs, ultérieurement reconnues comme fausses, affirmant que l'auteur était de confession musulmane.

Ces mobilisations ont également été nourries par les débats récurrents autour des affaires dites de « *child grooming gangs* », ou réseaux d'exploitation sexuelle de mineurs, et par les critiques adressées à la gestion de ces dossiers. Plusieurs enquêtes et rapports officiels ont mis en lumière des réseaux d'exploitation sexuelle de mineurs dans différentes villes anglaises, notamment à Rotherham, où environ 1 400 victimes ont été recensées entre 1997 et 2013, ainsi qu'à Telford, où des faits similaires auraient concerné près d'un millier de mineurs sur plusieurs décennies. Certains audits ont souligné des défaillances dans la prise en charge de ces affaires, parfois attribuées à la crainte, au sein des institutions locales, d'être accusées de stigmatisation communautaire.

Dans ce contexte, une séquence a cristallisé les tensions et suscité de vives réactions. En particulier, une réponse de la cheffe de la Chambre des communes, Lucy Powell, à une interpellation parlementaire sur ces questions a été largement commentée dans les médias et perçue par une partie de l'opinion comme minimisant l'ampleur du problème : « Ah, ça y est, on a envie de relancer ce vieux refrain, c'est ça ? Pourquoi ne pas sortir aussi le sifflet pour chien³⁵, tant qu'on y est ? »

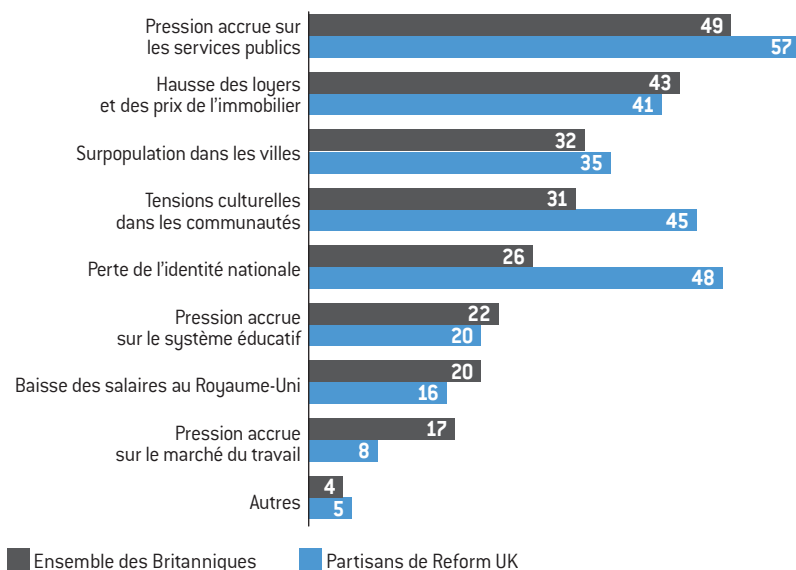
Le fait que cette prise de position émane d'une responsable politique portant le même nom que l'auteur du discours des « *Rivers of Blood* » n'a pas manqué d'alimenter certaines lectures symboliques, dans un climat déjà marqué par de fortes critiques à l'encontre du Parti travailliste, régulièrement accusé par ses opposants de traiter ces enjeux avec une prudence excessive.

Ces tensions ont trouvé un prolongement lors des mobilisations de l'été 2025, notamment à Birmingham, cinquante-sept ans après le discours d'Enoch Powell. Si les rassemblements ont été globalement moins violents que l'année précédente, ils se sont distingués par l'opération #RaiseTheColours, visant à multiplier la présence de symboles nationaux dans l'espace public, en particulier du drapeau britannique, mais aussi du drapeau anglais. Ces manifestations ont été interprétées par plusieurs observateurs comme l'expression d'une mobilisation accrue des catégories sociales souvent qualifiées, à la suite de David Goodhart, de « *Somewhere* ». Reform UK a progressivement intégré ces préoccupations dans son discours sur l'immigration et l'identité nationale, cherchant à capter une partie de ce mécontentement dans son offre politique.

35. Le terme « *dog whistle* » désigne, dans le vocabulaire politique anglo-saxon, un message formulé de manière codée, destiné à être compris par un public spécifique sans être explicitement perceptible par l'ensemble des auditeurs. Par exemple, en politique américaine, la défense du droit des États contre le pouvoir fédéral signifiait la promotion implicite de la ségrégation raciale institutionnalisée.

Figure 13 : Les soutiens de Reform UK sont bien davantage susceptibles d'être inquiets des effets culturels de l'immigration (More in Common, 2025).

Question : parmi ces déclarations, lesquelles correspondent selon vous aux principaux désavantages de l'immigration au Royaume-Uni ? Sélectionnez jusqu'à 3 réponses.



Source : More in Common, janvier 2025

« Quelque chose est en train de se passer ici » répétait Nigel Farage à un journaliste qui le suivait pendant sa campagne dans la région d'Essex, un mois avant l'explosion de l'été 2024. Sur ce point, Farage a bien pressenti l'atmosphère volatile du pays. Il ajouta que « *bientôt, le vieil ordre ne serait plus là* », qu'il serait balayé par la colère dont il entend bien se faire le porte-voix. Davantage qu'un simple relais, Reform UK use habilement des réseaux sociaux – où son dirigeant cumule plus d'un million et demi d'abonnés sur Facebook, surpassant de loin le score du Premier ministre Starmer – pour attiser ces griefs. Concernant les « *child grooming gangs* », il a d'ailleurs reçu main forte du patron de X et des 211 millions de personnes qui le suivent. Des jours durant, en janvier 2025, Elon Musk a attaqué sans discontinuer Starmer, l'accusant frontalement d'être « *complice dans le VIOL DE LA GRANDE-BRETAGNE* » [sic]. Cette exacerbation d'une polarisation déjà largement implantée au Royaume-Uni a nourri la formule scandée par les émeutiers de l'été précédent : « *trop, c'est trop* ». D'aucuns diraient même que leur pays vit une crise des « *gilets jaunes* » particulièrement empreinte de nationalisme³⁶, caractérisée par la colère

36. Tom Slater, "Britain is having its own gilets jaune moment", *The Spectator*, août 2025. [en ligne].

de ceux que l'on qualifie de « laissés pour compte » (*left-behind* est un terme récurrent de la rhétorique de Reform UK).

Cela manifeste une remise en cause à la fois de l'immigration massive, mais aussi du modèle multiculturel plus globalement, qu'une partie des gens « a cru [...] accepté par tous » avant les années 2010, reconnaissant l'universitaire Laetitia Langlois au sortir de l'été 2024³⁷. À vrai dire, la critique du multiculturalisme a été formulée bien plus tôt, en 2004, à travers le concept de « multiculturalisme asymétrique » forgé par l'intellectuel Eric Kaufmann³⁸. En substance, il pointait un déséquilibre intrinsèque au système progressiste alors en vogue dans la mesure où il acceptait que les minorités restent entre elles, voire l'encourageait tandis que la majorité se voyait proscrire ce repli identitaire. La sacralisation de ce qui est dénoncé en France comme un communautarisme était prôné outre-Manche, ce qui a engendré une sorte de (contre-)révolution culturelle. L'auteur de cette notion poursuit la réflexion en indiquant que la majorité s'est insurgée contre ce qui est perçu comme une insupportable injustice, lançant par là même l'ère « post-progressiste »³⁹. Un récent sondage de l'institut BMG Research (voir Figure 14) abonde dans le même constat : « ils l'ont cassée, et ne peuvent la réparer » ! La perception d'une Grande-Bretagne cassée (à laquelle les partis traditionnels ne sont pas en mesure de faire face) est le principal carburant de l'explosion de Reform UK dans les intentions de vote. La boucle est bouclée lorsque l'on arrive sur le site internet du parti de Nigel Farage, où l'on peut lire en grosses lettres capitales auréolées de leur couleur bleu cyan caractéristique : « BRITAIN IS BROKEN, BRITAIN NEEDS REFORM », littéralement « le Royaume-Uni est brisé, le Royaume-Uni a besoin de Reform » pour faire advenir un nouveau modèle de société, l'actuel étant obsolète.

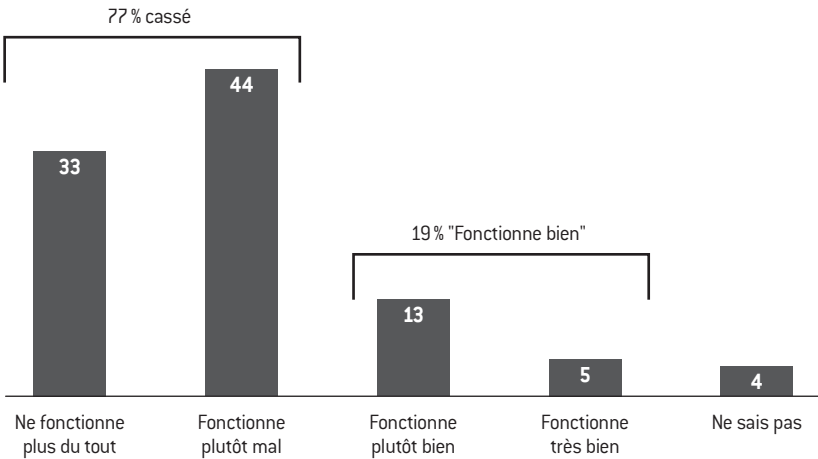
37. « Émeutes au Royaume-Uni : la campagne du Brexit a banalisé la xénophobie et les discours de haine », *Public Sénat* [en ligne].

38. Eric Kaufmann, *Rethinking Ethnicity. Majority Groups and Dominant Minorities*, Londres, Routledge, 2004.

39. Eric Kaufmann, "Welcome to the Post-Progressive Political Era", *The Wall Street Journal*, 15 mai 2025 [en ligne].

Figure 14 : Trois Britanniques sur quatre estiment que le Royaume-Uni est “cassé”, ce que l'étude identifie comme principale explication du vote Reform UK dans les sondages (BMG Research, 2025).

Réponses possibles à la question concernant l'état du Royaume-Uni aujourd'hui.



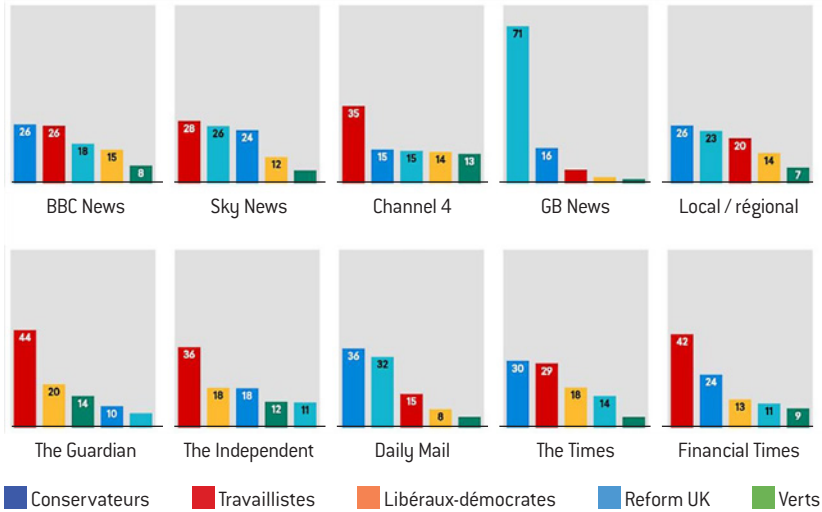
Source : Sondage de BMG Research/iNews (août 2025)

Ce dédagisme, aux antipodes de la philosophie conservatrice, illustre une crise plus profonde, politique et démocratique. À l'image de ce que souligne, semestre après semestre, le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF en France, la défiance grimpe en flèche au Royaume-Uni. Parmi les électeurs, la confiance dans le fait que le gouvernement mette les intérêts de la nation au-dessus de ceux du parti dont il est issu est, depuis l'été 2024, à son niveau le plus bas jamais atteint, nous apprend le National Centre for Social Research. Le baromètre Edelman de l'an passé confirme quant à lui le même phénomène vis-à-vis des médias britanniques, qui ne bénéficient de la confiance que de 31 % de la population, favorisant inéluctablement l'émergence de médias dits « alternatifs » (très populaires chez les sympathisants Reform, voir Figure 15). Ainsi, pendant les émeutes de juillet 2024, ont participé à l'exacerbation des tensions, pêle-mêle : Elon Musk, l'influenceur Andrew Tate, et le chef de file de Reform UK, Nigel Farage, qui avait publié une vidéo sur ses réseaux sociaux dénonçant des médias qui « cachaient la vérité ». Voilà de quoi ajouter à la désillusion vis-à-vis de ce qui doit normalement constituer le tambour battant d'une démocratie fonctionnelle, à savoir des médias fiables et indépendants du pouvoir politique. D'autant plus que l'éthique journalistique de la BBC est au centre de scandales inédits à l'heure actuelle. Participant d'une même dynamique, on peut avancer que le fait d'avoir sans cesse rabâché que le Brexit allait permettre de « reprendre le contrôle » (sous-entendu

de la souveraineté anglo-saxonne, mais aussi et surtout de l'immigration), a forcément donné aux citoyens britanniques un sentiment d'impuissance publique, d'absence de réaction de la classe politique à la suite des résultats d'un vote lorsque l'on constate que le solde migratoire continue de grimper. De plus, il ne faut pas négliger le rôle de la puissante presse de droite (le *Telegraph*, le *Sun*, le *Mail*, le *Spectator*, et depuis quelques années « l'anti-BBC » qu'est la chaîne d'information en continue GB News) qui ont joué le rôle de caisse de résonance des idées venant de la droite des Tories. Certes, les médias davantage alignés sur la ligne travailliste sont également nombreux. Comme le confessait à *Politico* un cadre du parti travailliste : « les gens veulent des réponses simples et immédiates. Et NF [Nigel Farage] et Reform sont bons pour capitaliser là-dessus ». Dans une période de telle méfiance face à des pouvoirs publics qui n'ont apporté ces quinze dernières années que désillusion, l'attrait de Reform UK n'en est que plus éclatant.

Figure 15 : Reform UK représente une part importante de l'audience régulière de GB News [More in Common, 2025]. Intentions de vote selon l'origine de l'information.

Question : quels chaînes de télévision ou sites internet utilisez-vous fréquemment ?



Enfin, on ne peut négliger le contexte mondial. D'abord la réélection de Donald Trump aux États-Unis et la vague populiste mondiale ne peuvent que galvaniser les partisans de Farage, qui plus est parce que les deux sont proches. L'un et l'autre se sont félicités de leurs scrutins favorables en 2024, et les premiers mois au pouvoir du Président des États-Unis ne sont

sans doute pas sans inspirer le patron de Reform UK. Le manifeste de son parti n'apparaît pas exempt de toute influence idéologique. De même, ses rassemblements tendent de plus en plus à ressembler à ceux des partisans de MAGA (« *Make America Great Again* », qui connaît même sa déclinaison MEGA, où l'Amérique est remplacée par l'Angleterre). Un amiral de la U.S. Navy à la retraite, Michael Hewitt, déclarait même lors d'une soirée de levée de fonds au bénéfice du parti populiste anglo-saxon que « c'est le même mouvement que celui créé par Donald Trump ». Cette lame de fond globale prouve encore une fois combien la polycrise – pour reprendre le terme d'Adam Tooze – que nos sociétés traversent (économique, financière, migratoire, écologique, du patrimoine immatériel, etc.) bénéficie aux populistes qui les exploitent à leur profit⁴⁰ et cherchent à alimenter le mécontentement populaire.

Bien que ce soit contre-intuitif, on peut clairement avancer que Reform UK est plutôt révolutionnaire. Parvenu à capitaliser sur le ressentiment des Britanniques quant aux précédents gouvernements, il s'est imposé comme le cheval de bataille privilégié d'une part grandissante de l'électorat. Le parti bénéficie de la polarisation inhérente aux guerres culturelles qui déchirent le pays depuis le Brexit. Récent dans le paysage politique, héritier de UKIP et du Parti du Brexit, l'actuel véhicule électoral de l'incontournable figure charismatique et populiste Nigel Farage a réussi à exploiter les faiblesses des deux partis historiquement dominants dans le système anglo-saxon. Plus encore, UKIP est devenu le parti de bon nombre de citoyens d'outre-Manche qui se sentent laissés pour compte. Plus que jamais, les étoiles semblent alignées pour le « parti à la flèche ».

En 2022, l'experte du Royaume-Uni Karine Tournier-Sol pointait du doigt « l'influence disproportionnée » qu'exerçait Reform UK sur les Tories en les concurrençant sur leur droite, les obligeant par là-même à se radicaliser. Elle le qualifiait même de groupe de pression⁴¹. Une idée similaire était déjà perceptible dans les travaux de Norris et Inglehart en 2019, lorsqu'ils soulignaient que « même de petits partis peuvent toujours exercer un impressionnant chantage ». Cela n'a pas été sans me faire songer au mouvement sinistroygre théorisé par Thibaudet, expliquant la fuite en avant à gauche de l'échiquier politique dans une perpétuelle surenchère militante et idéologique mais dans une déclinaison à droite cette fois-ci. Le pendant droitier de Thibaudet existe d'ores et déjà

40. Benjamin Moffitt, "How to Perform Crisis : A Model for Understanding the Key Role of Crisis in Contemporary Populism", *Government and Opposition*, vol. 50, n° 2, avril 2015, p. 189-217 [en ligne].

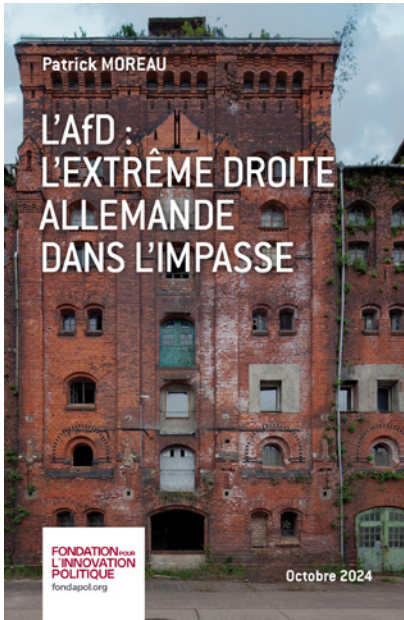
41. Karine Tournier-Sol, « L'impact du UKIP et du Brexit Party sur l'échiquier politique britannique », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 27, n° 2, 2022.

depuis le début des années 2010 : l'universitaire Guillaume Bernard a forgé le terme « mouvement dextrogyre⁴² », auquel je me propose ici d'appliquer le cas de Reform UK, qui m'apparaît en être le parfait exemple. Arguant que « c'est désormais par la droite que viennent l'innovation idéologique et la pression politique », on retrouve trait pour trait le rôle joué par le parti de Farage en Grande-Bretagne, amenant une profonde transformation du Parti conservateur, contaminé par le discours faragien, et plus globalement une droitisation de l'ensemble du spectre politique. Jetant le trouble dans les rangs du Labour, devant à la fois répondre aux causes nourrissant l'essor de Reform, sans néanmoins finir par l'imiter, faute de quoi les électeurs finiront vraisemblablement par préférer l'authentique à la pâle copie. Sauf si le Blue Labour ou les Tories parvenaient, par mimétisme de la stratégie qui s'était avérée électoralement victorieuse pour ces derniers jusqu'à 2024, à subrepticement inclure les idées qui valent à Reform sa popularité, tout en se maintenant à distance du parti politique en lui-même. Dangereux jeu d'équilibriste.

Quoi qu'il en soit, en quelques années, le parti mené par Nigel Farage peut bel et bien se targuer d'une myriade de victoires idéologiques, ainsi que d'une courbe de popularité que peu de commentateurs politiques étaient parvenus à prédire, devenant un acteur de poids des débats sociétaux britanniques. Sans séisme électoral, « Mr. Brexit » pourrait devenir le prochain locataire du 10, Downing Street. À cet égard, le plus dur demeurera de se frotter à l'exercice du pouvoir.

42. Guillaume Bernard, *La guerre à droite aura bien lieu : le Mouvement dextrogyre*, Paris, Desclée de Brouwer, 2016.







NOS PUBLICATIONS

Ce que l'ontario nous apprend sur la pratique de l'« aide médicale à mourir » et l'urgence de sa refonte

Trudo Lemmens, mai 2026, 27 pages

Les robots humanoïdes : la prochaine révolution technologique ?

Guillaume Moukala Same, mai 2026, 50 pages

Les gauches antisémites (3) L'irrésistible convergence d'antisémitismes pluriels, 43 pages,

(4) Le basculement antisémitique des extrêmes gauches et ses conséquences, 64 pages,

Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné, mars 2026

La guerre par la norme. La régulation, arme économique stratégique

Erwan Le Noan, mars 2026, 37 pages

Accompagner ou provoquer la mort ?

Les enjeux d'une légalisation de l'euthanasie et du suicide assisté

Dominique Reynié (dir.), Les Editions de l'Observatoire, 2026, 450 pages

Enjeux juridiques d'une légalisation d'un « droit à l'aide à mourir »

Aline Cheynet de beaupré, Laurent Frémont et Didier Guérin, février 2026, 30 pages

Les Français n'approuvent pas la proposition de loi visant à légaliser l'euthanasie et le suicide assisté

Dominique Reynié, janvier 2026, 88 pages

Contre la bureaucratie, la compétence du peuple

Robin Rivaton, décembre 2025, 38 pages

**Vers un système de retraite mixte répartition - capitalisation
quelques modalités concrètes de transition**

Bertrand Martinot, Renan Muret et Philippe Gravier, novembre 2025, 42 pages

Sahara occidental : la théorie de l'infraction marocaine en question

Dominique Bocquet avec Sâ Benjamin Traoré, novembre 2025, 69 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

La psychiatrie face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Dr Françoise Chastang et Dr Cécile Omnès, octobre 2025, 30 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

Le handicap face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Agathe Barrois et Aline Cheynet de Beaupré, octobre 2025, 32 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

La gériatrie face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Pr Claude Jeandel et Dr Jean-Marie Gomas, octobre 2025, 36 pages

Le parlement enquête, le droit vacille

Pour une clarification du cadre juridique des commissions parlementaires

Jean-Jacques Urvoas, octobre 2025, 38 pages

Intelligence artificielle. Enjeux économiques et financiers d'une percée technologique

Françoise Drumetz et Christian Pfister, septembre 2025, 52 pages

La sécurité de la Pologne au XXI^e siècle : défis, stratégies et perspectives

Kinga Torbicka, septembre 2025, 45 pages

**Contre l'écologisme réglementaire, bureaucratique et décroissant,
l'aspiration à une écologie positive**

Dominique Reynié, août 2025, 13 pages

Iran : une société sécularisée, diverse et dissidente

Pooyan Tamimi Arab et Ammar Maleki, juillet 2025, 38 pages

Le défi de la natalité. Une enquête d'opinion franco-italienne

Fondapol et Fondazione Magna Carta, juin 2025, 38 pages

L'immigration afghane en France. Un événement de grande ampleur

Didier Leschi, juin 2025, 35 pages

Combattre l'islamisme sur le terrain. Témoignage d'un préfet de la République

Alexandre Brugère, mai 2025, 29 pages

Les gauches antisémites (1) La détermination totalitaire, 39 pages,

(2) **De Proudhon à la révolution bolchevique**, 39 pages,

Bernard Bruneteau et Stéphane Courtois, juin 2025

Le mythe de la France raciste, (1) Le racialisme, histoire d'un échec, 39 pages,

(2) **De l'échec du racialisme à la naissance du mythe**, 41 pages, Vincent Tournier, avril 2025

Le détournement populiste du courant libertarien, (1) Des origines de l'anarcho-capitalisme

au populisme de droite, (2) **Le populisme paléo-libertarien de Javier Milei**, 53 pages,
Jérôme Perrier, avril 2025

L'IA au service de la sécurité

Benoit Fayet, Bruno Maillot et Mathieu Zagrodzki, mars 2025, 29 pages

Retraites : optimiser les dépenses, introduire une part de capitalisation

Bertrand Martinot, mars 2025, 38 pages

Contribution à la mission flash de clarification du financement des retraites

Jean-Pascal Beaufret, février 2025, 53 pages

Union européenne : l'étouffoir de l'écologisme bureaucratique

Emmanuel Bloch, février 2025, 37 pages

Les non-dits économiques et sociaux du débat sur la fin de vie

Yves-Marie Doublet et Pascale Favre, janvier 2025, 28 pages

Pourquoi donner

Claire-Marie Morinière avec Wakil Belhaddad et Claude Birman, janvier 2025, 41 pages

L'histoire des think tanks

Simon Amat, janvier 2025, 33 pages

Équilibres et mérites de la loi qui encadre la liberté d'expression en France

Basile Ader, janvier 2025, 26 pages

Jeux vidéo : violence et addiction ?

Loïse Lyonnet et Michaël Stora, décembre 2024, 33 pages

L'utérus artificiel et la reproduction humaine

Élisabeth de Castex, décembre 2024, 42 pages

Pour une renaissance de la politique familiale : liberté, lisibilité et pérennité

Gérard-François Dumont, décembre 2024, 41 pages

L'industrie automobile européenne en 2035

Marc Alochet et Jean-Pierre Corniou, décembre 2024, 46 pages

Fondapol. Des Idées pour la Cité. L'aventure d'un think tank

Sous la direction de Dominique Reynié, éditions du Cerf, novembre 2024, 304 pages

L'inévitable conflit entre islamisme et progressisme aux États-Unis

Martha Lee, novembre 2024, 45 pages

Structure économique et sociale des territoires et vote populiste en France

Guillaume Bazot, novembre 2024, 58 pages

La capitalisation : un moyen de sortir par le haut de la crise des retraites ?

Bertrand Martinot, novembre 2024, 46 pages

Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche

Patrick Moreau, octobre 2024, 39 pages

L'AfD : l'extrême droite allemande dans l'impasse

Patrick Moreau, octobre 2024, 66 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France - édition 2024

AJC Paris et Fondapol, octobre 2024, 48 pages

Les attentats islamistes dans le monde 1979-2024

Fondapol, octobre 2024, 92 pages

Législatives 2024 : le grand désarroi des Français

Anne Flambert, Nicola Gaddoni, Mélodie Jourdain et Dominique Reynié, juin 2024, 36 pages

Les Européens abandonnés au populisme

Dominique Reynié, mai 2024, 80 pages

Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?

Christophe de Voogd, avril 2024, 40 pages

Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)

Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe

Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

Les étrangers extra-européens et le logement social en France

Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat

Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès

Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

L'Europa e la Sovranità. Riflessioni italo-francesi (1897-2023)

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Rubbettino, avril 2024, 332 pages

L'Europe et la Souveraineté. Approches franco-italiennes 1897-2023

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Plein Jour, mars 2024, 516 pages

Fratelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme

Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne :**l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)**

Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

Mouvements protestataires : le retour de la violence

Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages

La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20

Marion Oury, octobre 2023, 48 pages

Le jumeau numérique en santé

Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages

La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France

Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages

L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride

Loïse Lyonnet et Pierre Poinsignon, juillet 2023, 40 pages

La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance

Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages

L'Europe et notre souveraineté. L'Europe est nécessaire, la France aussi

Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages

L'enseignement supérieur privé en France

Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages

Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine

Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages

Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?

Xavier Drienecourt, mai 2023, 29 pages

De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique

David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages

Pour un nouvel ordre énergétique européen

Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages

Le XXI^e siècle du christianisme - édition de poche

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages

Élections, médias et réseaux sociaux : un espace public en décomposition

Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique, (1) Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975, 44 pages, (2) Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ? Jean-Paul Bouttes, mars 2023

Immigration : comment font les États européens

Fondapol, mars 2023, 46 pages

La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle

Fondapol, janvier 2023, 57 pages

Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale et politique

Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages

Italie 2022 : populismes et droitisation

Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages

Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?

Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique, (1) État des lieux et perspectives à court-moyen terme, 47 pages, (2) Les questions à long terme, 34 pages, Christian Pfister, juillet 2022

La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

2022, présidentielle de crises

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale, (1) Déchet et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels, 49 pages, (2) Les solutions pour maîtriser le risque effectif, 42 pages, (3) L'enjeu des générations futures, 41 pages, (4) La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie, 49 pages, Jean-Paul Bouttes, janvier 2022

Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022

AJC Paris et Fondapol, janvier 2022, 38 pages

Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 76 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinrich, novembre 2021, 32 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondapol, novembre 2021, 82 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondapol et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes, volet II.

Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 32 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondapol, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages

L'idéologie woke, (1) Anatomie du wokisme, 34 pages, (2) Face au wokisme, 32 pages,

Pierre Valentin, juillet 2021

Protestation électorale en 2021 ?**Données issues du 1^{er} tour des élections régionales**

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Éliisa Grandjean, Katherine Hamilton,

Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 36 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 33 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 37 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 66 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 40 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 35 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 46 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandebroucke, février 2020, 40 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondapol, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et Fondapol, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois, (1) Politique de concurrence et industrie européenne, 36 pages, (2) Les pratiques anticoncurrentielles étrangères, 40 pages, (3) Défendre l'économie européenne par la politique commerciale, 52 pages,

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondapol, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages

Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 44 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 36 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo, (1) l'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement, 44 pages,**(2) l'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement, 40 pages,** Nelly Garnier, juillet 2019**L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante**

Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,

volume I, Les enjeux, 156 pages ; **volume II**, Les pays, 120 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 31 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages

Une civilisation électrique, (1) Un siècle de transformations, 32 pages,**(2) Vers le réenchantement, 34 pages,** Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019**Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention**

Jacques Percebois, février 2019, 42 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondapol, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages

La crise orthodoxe, (1) Les fondations, des origines aux XIX^e siècle, 28 pages,**(2) Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours, 31 pages,** Jean-François Colosimo, décembre 2018**La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance**

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages

Le christianisme et la modernité européenne, (1) Récuser le déni, 30 pages, Comprendre le retour de l'institution religieuse, 30 pages, Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018**Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins**

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 33 pages

Les géants du numérique, (1) Magnats de la finance, 56 pages, (2) Un frein à l'innovation ?, 77 pages, Paul-Adrien Hyppolite, et Antoine Michon, novembre 2018

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondapol, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et Fondapol, septembre 2018, 72 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages

Les Suédois et l'immigration, (1) Fin de l'homogénéité, 35 pages, (2) Fin du consensus ?, 33 pages, Tino Sanandaji, septembre 2018

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondapol, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 32 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages

L'élan de la francophonie, (1) Une communauté de langue et de destin, 28 pages,

(2) Pour une ambition française, 28 pages, Benjamin Boutin, mars 2018

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 29 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Fayçal Hafied, novembre 2017, 55 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Faÿçal Hafied, juillet 2017, 45 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

Dettes publiques : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste :**l'Europe démocratique menacée**

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 34 pages

Calais, miroir français de la crise migratoire européenne, (1), 38 pages, (2), 52 pages,

Jérôme Fourquet et Sylvain Mantemach, mars 2017

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

Le nouveau monde de l'automobile, (1) L'impasse du moteur à explosion, 34 pages,
(2) Les promesses de la mobilité électrique, 48 pages, Jean-Pierre Corniou, octobre 2016

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)
 Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)
 Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

Refonder l'audiovisuel public
 Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

La concurrence au défi du numérique
 Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 27 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité
 Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle
 Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 33 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée
 Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)
 Sylvain Boulouque, mai 2016, 41 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode
 Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

Les zadistes, (1) Un nouvel anticapitalisme, 29 pages, **(2) La tentation de la violence**, 29 pages,
 Eddy Fougier, avril 2016

Régionales, (1) Vote FN et attentats, 45 pages, **(2) Les partis, contesté mais pas concurrencés**,
 39 pages, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016

Un droit pour l'innovation et la croissance
 Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

Le lobbying : outil démocratique
 Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

Valeurs d'islam
 Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiites et sunnites : paix impossible ?
 Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme
 Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels
 Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance
 Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

Good COP21, Bad COP21, (1) Le Kant européen et le Machiavel chinois, 34 pages,
(2) Une réflexion à contre-courant, 35 pages, Albert Bressand, octobre 2015

PME : nouveaux modes de financement
 Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

Vive l'automobilisme !, (1) Les conditions d'une mobilité conviviale, 27 pages,
(2) Pourquoi il faut défendre la route, 32 pages, Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015

Crise de la conscience arabo-musulmane
 Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

Départementales de mars 2015, (1) Le contexte, 30 pages, **(2) Le premier tour**, 43 pages,
(3) Le second tour, 41 pages, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »
 Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand
 Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 35 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 21 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

Islam et démocratie : les fondements

Aḥmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 34 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 46 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 31 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages

Européennes 2014, (1) La gauche en miettes, 30 pages,**(2) Poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton, 44 pages, Jérôme Fourquet, octobre 2014**

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 38 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sérié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant, (1) Renforcer les think tanks, 43 pages,

(2) Diversifier la haute administration, 35 pages, Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 35 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 27 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 35 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondapol, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 26 pages

Relancer notre industrie par les robots, (1) Les enjeux, 40 pages, (2) Les stratégies, 30 pages,

Robin Rivaton, décembre 2012

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 30 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 32 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Tanneguy Larzul, janvier 2012, 27 pages

Politique énergétique française, (1) Les enjeux, 36 pages, (2) Les stratégies, 31 pages,

Rémy Prud'homme, janvier 2012

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages

12 idées pour 2012

Fondapol, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 28 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 30 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 33 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 35 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 34 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 30 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo**

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson David Bonneau, mai 2009, 40 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

**Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands
sur trois priorités de la présidence française de l'UE**

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Depuis 2011, La Fondapol publie chaque année son ouvrage *Innovation politique*.

Depuis 2009, la Fondapol publie chaque année son ouvrage *L'opinion européenne*.

Entre octobre 2019 et octobre 2020, la Fondapol a publié 5 vagues de l'œuvre

Le risque populiste en France rédigée par Dominique Reynié (dir.).

Le débat public a besoin de la Fondapol et la Fondapol a besoin de vous!

Pour préserver son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondapol, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % du montant des dons versés imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 *bis* du CGI).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre contribution aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % du montant des dons versés, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans) ;

Au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % du montant des dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 _ anne.flambert@fondapol.org

Je soutiens la Fondapol

voici ma contribution de :

- 100 € 500 € 1000 € 5000 €
 10000 € 50000 € Autre montant : _____ €

Je choisis de faire un don :

- À titre personnel
 Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

- Par chèque, à l'ordre de
la **Fondation pour l'innovation politique**
 Par virement bancaire daté du : _____
au profit du compte
Fondation pour l'innovation politique
à la Caisse des dépôts et consignations : _____

IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX

À renvoyer à :

Fondation pour
l'innovation
politique
11, rue de
Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



REFORM UK DANS L'ÈRE POST-BREXIT : POPULISME, GUERRES CULTURELLES ET NOUVELLE DROITE

Par Jules LEMAIRE

Reform UK, le parti de Nigel Farage, s'est progressivement imposé comme la principale force d'opposition au Royaume-Uni. Celui que l'on surnomme « Mr Brexit » pourrait devenir le prochain Premier ministre britannique. Derrière la figure charismatique et populiste qui incarne l'identité du parti, Reform UK porte l'héritage de plusieurs décennies de combat visant à convaincre les Britanniques de quitter l'Union européenne. Son positionnement politique complexe est peu ou prou assimilable à un national-populisme, dont la ligne oscille entre la quête de respectabilité illustrée par Giorgia Meloni et la défense des « travailleurs laissés pour compte » du RN outre-Manche. Son marqueur clef : Reform pourfend implacablement l'immigration et le wokisme, dans un Royaume-Uni post-Brexit de plus en plus profondément fracturé.

Profitant de l'effondrement des Tories après une quinzaine d'années « noires » au pouvoir, ainsi que de l'impopularité actuelle des travaillistes, le parti de Farage exploite la polarisation des guerres culturelles qui font rage dans le pays, autant que la profonde crise sociale qui y sévit. Diversifiant progressivement son électorat, il se veut néanmoins avant tout le porte-voix des « somewhere » vivant hors des métropoles, se sentant méprisés par une gauche qui leur préfère un électorat issu de l'immigration.

L'actuelle recomposition des forces politiques britanniques semble enterrer le traditionnel clivage gauche-droite prévalant jusqu'alors, ce qui pourrait mener à l'avènement d'un *momentum* en faveur de Farage et de ses troupes. En effet, l'actuel locataire du 10, Downing Street est tiraillé entre deux forces centrifuges : un Green Party à sa gauche dénonçant sa tiédeur, et la pression « dextrogyre » du parti de Farage le conduisant à se saisir des thèmes identitaires. Dix ans après le Brexit, pourtant massivement décrié depuis, une victoire de Reform UK marquerait un nouveau tournant radical dans la politique outre-Manche.

Les médias

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ



Le site internet

fondapol.org



Les données en open data

data.fondapol.org



978 2 36408 389 9

ISBN : 978-2-36408-389-9

5 €

11, rue de Grenelle • 75007 Paris – France • Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00 • contact@fondapol.org